

LES
CAHIERS⁵ DE
L'ANTIDOTE

TABLE DES MATIÈRES

RETOUR VERS LES JOURS D'APRÈS

3

PAS DUPES MAIS CONFIANTS

5

TOURISME NORD-SUD: LE MARCHÉ DES ILLUSIONS

7

FAIRE SAUTER LE PONT ALEXANDRE III

20

« NOUS NE SOMMES PAS DES FLEURS, NOUS SOMMES UN INCENDIE! »

21

DE PORTO ALEGRE À BOLSONARO

30

LE CHEMIN DES RENONCEMENTS

30

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, N°5, 14 JUILLET 2020

ÉDITIONS SYLLEPSE

69 RUE DES RIGOLES, PARIS, 75020

RETOUR VERS LES JOURS D'APRÈS

On a débouché quelques flacons de gel hydroalcoolique fabriqué sur un alambic réquisitionné, piqué les masques de Zorro à don Diego, monté une coopérative ouvrière de fabrique de biens socialement utiles... Et on a continué le débat.

La Bérézina était pourtant à deux pas: librairies fermées, chaîne du livre brisée, nouveautés confinées, factures qui tombent, auteur·trices inquiet·ètes, librairies qui ne rouvriraient pas, etc.

On s'est mis au télétravail et aux conférences vidéo, ce qui n'était d'ailleurs pas nouveau pour nous, habitué·es à faire tourner la baraque Syllepse après notre journée de travail. Mais bon, il a quand même fallu s'adapter, apprendre à se secouer le caberlot à distance et préparer le jour d'après et surtout celui d'après le jour d'après.

Chaque semaine pendant huit semaines, nous avons publié *Covid-19, un virus très politique*. Résultat: huit volumes libres et gratuits, 646 pages, plus de 30 000 téléchargements directs...

Désormais, nous avons repris le cours de nos aventures et nos parutions à venir sont visibles sur notre site: www.syllepse.net.

Les Cahiers de l'antidote, dont voici le cinquième opus, gratuits et téléchargeables, seront désormais publiés aussi souvent que nous le pourrons.

La gratuité, qui a en effet montré ses atours pendant le confinement, n'a en effet pas, pour nous, vocation à être sans lendemains. Cela étant dit, la gratuité à un coût. Alors, faites les gestes qui sauvent.

Les éditions Syllepse, agitateur·trices d'idées!

LES FRERES DE SOLED

GEORGE JACKSON
PREFACE DE JEAN GENÈS

BLACK AND RED

AHMED SHAWKI

LES MOUVEMENTS NOIRS
ET LA GAUCHE AMERICAINE
1850-2010

SUR LA QUESTION NOIRE

C. L. R. JAMES

POSTFACE DE
MABOULA SOUMAHORO

SUR LA QUESTION NOIRE
AUX ETATS-UNIS
1935-1967

MALCOLM X

MANNING MARABLE

UNE VIE DE REINVENTIONS
(1925-1965)

LE JOUR OU J'ETAIS PERDU

JAMES BALDWIN

LA VIE DE MALCOLM X :
UN SCENARIO



BEAUTIFUL
BETTO

EVENEMENT DE BALTIMORE
11 mai 2015

LA COULEUR DE LA JUSTICE

MICHELLE ALEXANDER

INCARCERATION DE MASSE ET
NOUVELLE SEGREGATION RACIALE
AUX ETATS-UNIS

LE SALAIRE DU BLANC

DAVID R. ROEDIGER
AVANT-PROPOS DE
KATILEEN CLEAVER

LA FORMATION DE LA CLASSE OUVRIERE
AMERICAINE ET LA QUESTION RACIALE

ALL POWER TO THE PEOPLE

TEXTES ET DISCOURS
DES BLACK PANTHERS

PAS DUPES MAIS CONFIANTS

PHILIPPE TANCELIN¹

NOUS NE SOMMES

pas dupes d'un « après », quand plierait armes et bagages l'exploitation de l'homme par l'homme

Pas dupes des marchés financiers qui équilibreront leur crise sur la chute de nos pou-voirs d'achat

Pas dupes du souci de raison qui garde la chasse d'une économie au bord du délirium

Pas dupes des nouveaux réfugiés de la politique, demandeurs d'asiles à la science pour abriter leur incurie

Pas dupes d'un subit éveil de toutes les consciences dont beaucoup séculièrement résignées et depuis des décennies sous opium médiatique

Pas dupes du retournement d'autres consciences reines-fainéantes portées par quelques technocrates, sur leur lit de certitude

NOUS NE SOMMES

pas dupes d'un cours révisé des choses tandis que migrants, sans domicile fixe, errants du tout précaire, confinés par blocus depuis des décennies en Palestine et ailleurs, passent jour après jour par pertes et profits

Pas dupes d'une « union sacrée », sonnante les cloches de 1914 et brisant celles de 1918 dans les tranchées de « la grippe espagnole »

Pas dupes des accompagnements sécuritaires qui portent l'uniforme jusque dans les fleurs

Pas dupes des décrets urgentistes défilant à force de J. O². vers un nouvel ordre national sanitaire

Pas dupes de la militarisation des confinements, à grands renforts d'algorithmes de surveillance

NOUS NE SOMMES

pas dupes de la transparence, solidaire de la « vérité » et son immanquable concession pour une grâce des responsables

Pas dupes de la capture mémorielle du langage à travers une « armée de l'ombre » bucolique

Pas dupes de la langue mortifère qui parle la peur, la menace, la hantise du « je est un autre » et la culpabilisation de l'hétérogène

Pas dupes des penseurs-censeurs-masqués qui cultivent en alternance, dans les al-pages de la lutte des classes, la diatribe contre le libéralisme et le sermon hédoniste contre la violence

Nous ne sommes pas dupes de la catharsis tragique élevée au rang d'une « guerre » qui n'aura pas lieu entre les « excellences »

Si nous ne sommes pas dupes de l'« impénétrable dessein des Dieux » à l'insoumise condition humaine

NOUS SOMMES CONFIANTS

BIEN AVANT LA « CATASTROPHE »

Confiants en le devenir le plus redoutable que nous fomentons contre la gouvernance capitaliste planétaire

Confiants en la déclaration de nous appartenir à

1. Philippe Tancelin, poète-philosophe.

2. Journal officiel.

part plus qu'entière de nos désirs et de leurs droits irrésistibles

Confiants en l'in-viabilité de ce système qui génère les drames sociaux actuels

Confiants en l'absence de salut pour le réalisme, qu'il soit pragmatique ou à la dérive dans le torrent des scandales de lèse-humanité

Confiants en l'inexploré qui percutera la raison ordonnée

Confiants en la vengeance de l'esprit rebelle contre l'angoisse orchestrée

Confiants en le nomadisme cérébral qui abolit les frontières entre cultures, civilisations et désertifie les bouges de la pensée dominante

NOUS SOMMES

Confiants en les interstices des folles équivoques qui dans la masse d'ordres, creusent la fosse des donneurs

Confiants en l'éclat de rire promoteur d'épave de ce règne des nations

Confiants en nos gestes inavouables qui provoqueront le grand «*effondrement des preuves*» auquel, «*le poète répond par une salve d'avenir*», écrivait le maquisard³

Confiants en le langage d'eau claire libérée du barrage numérique

Confiants en ce que nous découvrons jour après jour de la *présence* imaginée dans l'expérience du confinement

Confiants en le verbe qu'une volupté amoureuse fait trembler jusque dans la chair de vivre

Confiants en l'étreinte poétique qui fait tenir l'éternité dans une bulle d'émotion

Confiants en l'imprévu qui affole les boussoles,

laisse pénétrer la figure de l'homme-enfant à l'intérieur de la révolte

Confiants en la langue pirate des invus, des indits, de tous les «*typés clandestins*» qui hissent l'éréthisme de la pensée au cœur de l'infime

Confiants en chaque instant portant l'assaut de nos ombres contre le plein-feu du spectacle des politiques

Confiants en l'émeute du pain contre les repus indifférents

Confiants en la révolution des phares sur tous les horizons de détresse

Confiants en la beauté virale des ronds-points fidèles aux chants d'outre-monde

NOUS SOMMES CONFIANTS

Confiants en la rose d'évasion qui savoure sans épine, la liberté d'aimer sans voir



3. René Char, «*Fureur et mystère*», «*Seuls demeurent*», Paris, Gallimard, 1948.

TOURISME NORD-SUD: LE MARCHÉ DES ILLUSIONS

ÉDITORIAL DE LA REVUE *ALTERNATIVES SUD*,
LA DOMINATION TOURISTIQUE,
SEPTEMBRE 2018,
WWW.SYLLEPSE.NET

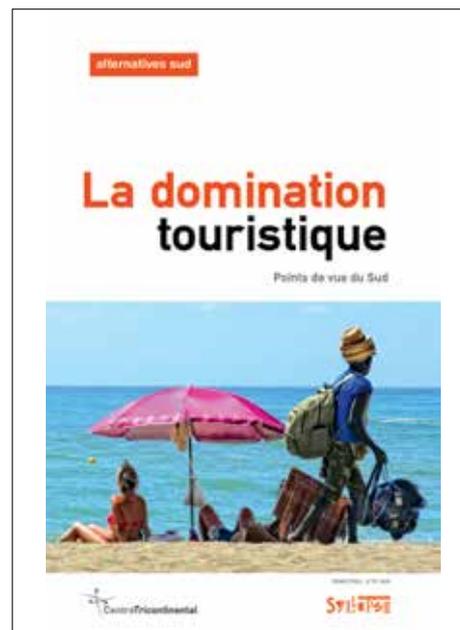
BERNARD DUTERME¹

Le tourisme international, moteur de développement et ferment d'humanité! Le credo des promoteurs du secteur ne résiste pas à la déconstruction des trois illusions sur lesquelles il repose: celles de la démocratisation, de l'exotisme et de la prospérité. L'actuelle répartition des coûts et des bénéfices de l'industrie du dépaysement creuse les écarts. Sans régulation politique des flux et des impacts, pas de «tourisme durable» possible.

Le tourisme international est moteur de prospérité et ferment d'humanité. L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) le martèle, de rapports euphoriques en communiqués promotionnels (OMT, 2017 et 2018). Avec elle, les tour-opérateurs, les voyageurs et les hôtes de profession le confirment à l'envi. Et les touristes bien sûr, qu'ils s'assument comme tels ou non, beaucoup d'entre eux claironnant leur dédain à l'égard... des vacanciers, premier paradoxe. Le tourisme sans frontières est paré de toutes les vertus. Économiques, sociales, politiques, culturelles et envi-

1. Directeur du CETRI – Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve), auteur de plusieurs études, publications et conférences sur les enjeux du développement, de l'environnement et du tourisme dans les rapports Nord-Sud.

ronnementales. «Passeport pour le développement», «vacances pour tous», «forgeur de démocraties», «pont entre les peuples», «gardien du patrimoine et de la nature», «vecteur d'égalité entre les sexes, les races et les classes», le grandiose et prolifique



commerce du dépaysement a décroché le statut de panacée universelle.

Les institutions internationales et la plupart des États nationaux abondent dans le même sens, même si – deuxième paradoxe – la célébration du potentiel «transformateur et inclusif» du tourisme s'y appuie désormais sur la conscience de ses défauts. Comme dans ce récent rapport de la Conférence des Nations

unies sur le commerce et le développement – «Le tourisme au service de la croissance en Afrique» (Cnuced, 2017) – où l'accès à la manne touristique est conditionné au dépassement de quelques-uns de ses travers structurels les plus évidents: «*fuites de recettes financières importantes*», «*tensions socioculturelles*», «*préjuges environnementaux*». S'il parvient à les contourner, «*le secteur du tourisme pourrait sortir des millions de personnes de la pauvreté tout en contribuant à la paix et à la sécurité de la région*», explique la Cnuced, optimiste. En conclusion toutefois, à nouveau lucide, elle reconnaît que «*la contribution de la paix au tourisme est beaucoup plus forte que celle du tourisme à la paix*».

Il n'empêche: la foi dans le rôle modernisateur, libérateur et émancipateur de l'expansion touristique – constante depuis la moitié du siècle passé – écrase les doutes, les bémols et les critiques. Son ampleur, chiffrée par l'OMT et louée par ses dévots, suffit à l'imposer. À la fois levier et fruit de l'accélération des flux, le secteur apparaît de fait indétrônable: premier poste du commerce international; un emploi sur dix à l'échelle planétaire; un dixième du produit mondial brut; un tiers des exportations de services (45% pour les pays en développement); environ 1,4 milliard de séjours à l'étranger en 2018 (pour 675 millions en 2000); près de 1 300 milliards d'euros de recettes en 2017 (pour 550 milliards en 2000); et toujours, pour les sept dernières décennies, un taux de croissance annuel qui tutoie les 5%, lorsqu'il n'atteint pas, comme en 2017, les 7% (OMT, 2018). Le tourisme touche au firmament. Ou presque.

Le regard des scientifiques est plus partagé (Singh, 2012), leur ton plus circonspect, voire dubitatif. Depuis le décollage des premières décennies – les «trente glorieuses» (1945-1975) –, cadres et contextes théoriques, idéologiques, économiques et normatifs ont évolué. Aux approches modernisatrices

des années 1950 et 1960 («le développement du tourisme génère croissance, emploi et échanges»), ont répondu dès les années 1970 diverses perspectives critiques («le tourisme accroît dépendances, disparités et acculturation»), des propositions alternatives («à petite échelle, endogène, écologique et participatif, le tourisme peut être bénéfique»), et, au tournant des années 1990, des lectures qualifiées de «post-structuralistes» ou de «post-développementistes» («ni ange ni démon, le tourisme est un tout complexe au sein duquel les capacités d'action, d'instrumentalisation, d'appropriation et de résistance des visités ne doivent pas être sous-estimées»).

Reste que les courants modernisateurs du début, largement dominants parmi les promoteurs du secteur, ont eux aussi su s'adapter, intégrer et évoluer pour faire du tourisme international contemporain, le fer de lance d'une mondialisation «à visage humain», visant officiellement la propagation de pratiques éthiques, la réduction de la pauvreté, le respect des cultures et de l'environnement, tout en reposant – troisième paradoxe – sur la libéralisation des échanges et l'érosion des «freins» (fiscaux, sociaux, environnementaux) au bon développement tous azimuts du marché des vacances à l'étranger (Hall, 2007; Duterme, 2012). D'où l'intérêt sans doute, comme invite à le faire parmi d'autres le chercheur Clément Marie Dit Chirot (2018), de «rematérialiser» l'étude du fait touristique, en privilégiant les «*outils théoriques susceptibles d'éclairer les formes de domination sociale inhérente au phénomène*».

Aux lectures tiers-mondistes ou structuralistes des années 1970 et 1980 s'étaient progressivement substituées à la fin du siècle dernier de nouvelles approches du tourisme, constitutives d'un «tournant culturel» que des touristologues anglo-saxons vont aller jusqu'à baptiser «*critical turn*» (Ateljevic et coll.,

2007). Si les premières, focalisées sur les impacts dans les pays visités, avaient péché par leur réductionnisme économique et leur biais productiviste, les secondes, filles du « retour du sujet » en sciences sociales, allaient s'intéresser au touriste lui-même, à ses représentations culturelles et à la complexité de ses interactions en situation. « Schématiquement, ces évolutions [ont fait] passer l'approche scientifique du tourisme de l'étude des sociétés réceptrices vers celle des touristes, des dimensions économiques du phénomène vers ses aspects culturels, et d'une perspective macrosociale à une approche plus attentive aux individus et aux jeux d'acteurs » (Marie Dit Chirot, 2018).

Ces dernières années cependant, des voix autorisées – notamment plusieurs de celles mises en discussion dans *Critical Debates in Tourism* (Singh, 2012) – dénoncent les limites du « tournant culturel », en pointant à leur tour les nouveaux angles morts de la démarche. Là où les études structuralistes tendaient à oublier les capacités d'action des populations visitées derrière la force essentialisée des mécanismes d'intrusion externe, les travaux post-structuralistes survalorisent, eux, les ruses anthropologiques et les stratégies micro-sociologiques au détriment des contraintes inégalitaires. Le « tournant culturel » a fait exister le tourisme « en dehors des formes de pouvoir structurel qui caractérisent le capitalisme et la globalisation au 21^e siècle », critique Raoul Bianchi (2009). « L'emphase mise sur les dimensions discursives, symboliques et culturelles des micro-pratiques » opère « aux dépens des aspects matériels », jusqu'à considérer les rapports de domination comme « contingents » ou de faire du touriste lui-même « la proie occasionnelle » de ceux-ci.

Comme d'autres, Bianchi plaide dès lors pour une approche « radicale critique » du phénomène touristique, « aussi sensible aux subjectivités plurielles et aux diversités culturelles » qui le constituent, « que fondée sur une ana-

lyse structurelle des forces matérielles du pouvoir au sein du modèle de développement libéralisé » qui le conditionne. La seule façon à ses yeux de mettre au jour les réalités du tourisme mondialisé, sans passer à côté « des schémas inégalitaires, des conditions de travail, de la détérioration écologique et des polarisations sociales » qu'il produit (Bianchi, 2009). « Fait social total », reprennent Linda Boukhris et Amandine Chapuis (2016), l'expansion touristique « s'insère dans des processus socio-économiques, institue une matérialité et met en jeu des relations de pouvoir, de domination et de résistance. [...] Il faut donc être attentifs à la fois à l'incorporation des dispositifs et à la subjectivation qu'ils induisent, aux ressorts de la domination comme aux formes de résistance ».

Ce « fait social total » – l'ensemble des dimensions du social s'y donne à voir (l'économique, le politique, le symbolique, etc.) – met en présence tour-opérateurs, visiteurs et visités. En présence asymétrique. Les premiers se concurrencent ou se conglomèrent, les deuxièmes s'imitent ou se distinguent, les derniers se précipitent ou se retirent. Le tout, dans un environnement que les uns et les autres dégradent ou régénèrent. Aborder le tourisme tant comme un marché que comme un rapport de domination, c'est aussi se donner les moyens de le démythifier, de déconstruire les illusions que ses promoteurs et zéloteurs entretiennent à dessein pour mieux le vendre. Elles sont trois ces illusions, plus prégnantes que les autres, trois images tronquées de la réalité, trois mirages qui faussent la vue : l'illusion de la démocratisation, l'illusion de l'exotisme et l'illusion de la prospérité.

L'ILLUSION DE LA DÉMOCRATISATION

« Tous touristes ! », le slogan, repris mille fois, date du siècle passé. La démocratisation de l'accès au tourisme international semble à ce point acquise qu'elle engendre aujourd'hui davantage de commentaires sur

ses conséquences que sur son impossibilité. Ses effets de saturation – de la «massification» des années 1970 au «surtourisme» des années 2010 – posent problème et mobilisent l'attention, là où son non-aboutissement, son caractère hautement relatif, voire totalement illusoire, ne fait pas débat. Vu d'ici, on comprend la méprise. Jadis réservé à une poignée de privilégiés – le fameux «Grand Tour» initiatique des jeunes aristocrates –, la possibilité du déplacement d'agrément à l'étranger, annuelle d'abord, aujourd'hui pluriannuelle, n'est plus l'affaire d'*happy few*. Tous, nous y avons droit. Tous ou presque, nous l'exerçons, ce droit – universalisé par la Déclaration des droits de l'homme – à la mobilité... récréative.

La démocratisation de l'accès au tourisme, c'est d'abord l'histoire des social-démocraties occidentales du 20^e siècle. L'histoire des luttes et des politiques sociales, des congés payés, de la croissance de l'économie et du niveau de vie, de l'explosion des temps libres, de la société de consommation et du spectacle. L'histoire du développement des technologies, de l'accélération des communications, du rétrécissement des distances réelles et virtuelles. Celle aussi de la libéralisation du marché aérien et des échanges. L'histoire du «tourisme social», associatif et militant, «pour le divertissement et l'émancipation des classes populaires» (Unat.asso.fr), puis celle du «low cost», agressif et marchand, «pour toutes les occasions et de super économies» (Ryanair.com).

À la clé, un tourisme hors frontières massifié et globalisé, accessible à environ 40% des populations d'Europe et d'Amérique du Nord, et depuis le tournant du millénaire, aux «gagnants» – à partir des *upper middle classes* vers le haut – des puissances émergentes et émergées, surtout asiatiques. L'OMT étalonne annuellement le miracle et calcule ses projections pour l'avenir : du 1,3 milliard de séjours à

l'étranger enregistrés en 2017, la grande majorité est toujours le fait de touristes européens (48%) et nord-américains (15%), bien que la part relative des vacanciers en provenance d'autres continents, en particulier de la Chine (10%), ne cesse de croître. Pour sûr, ces nouveaux consommateurs hors sol prendront à leur compte une part plus significative encore du 1,9 milliard d'«arrivées» internationales que l'OMT, ravie, annonce pour 2030 (OMT, 2017 et 2018).

Pour autant, la supposée démocratisation du tourisme, si elle est peu discutée, relève bel et bien de l'illusion. Produit de luxe inabordable pour l'essentiel de l'humanité, le déplacement récréatif à l'étranger reste *de facto* l'apanage de moins de 500 millions de personnes². Moins d'une personne sur quinze à l'échelle mondiale, en position politique, culturelle ou économique de visiter les quatorze restantes. En cela, les flux touristiques «constituent un reflet assez fidèle de l'organisation de la planète et de ses disparités», écrivions-nous il y a plus de dix ans (*Alternatives Sud*, 2006). Rien n'a changé : migrations d'agrément et de désagrément se croisent aux frontières, béantes pour les uns, grillagées pour les autres, des régions émettrices et réceptrices.

Changements climatiques aidant, s'y est ajoutée la conscience, plus forte et agaçante qu'hier, qu'une démocratisation réelle de l'accès au tourisme international dans ses formes actuelles ou, dit autrement, qu'une généralisation effective à l'ensemble de l'humanité du droit à la mobilité de plaisance déborderait copieusement les capacités d'absorption écolo-

2. Ne pas confondre – comme ont tendance à le faire plusieurs grands titres de presse à chaque nouveau décompte de l'OMT – la quantité annuelle de touristes internationaux avec le nombre d'«arrivées» (au moins une nuit à l'étranger) enregistrées par l'OMT (1,322 milliard en 2017). Nombreux sont les touristes à sortir de leur pays plusieurs fois par an.

gique du globe. Trêve d'hypocrisie, mieux vaut dès lors ne plus souhaiter ce que l'on sait impossible, ne serait-ce qu'en raison du « bilan carbone » cumulé des habitudes consuméristes – passées, présentes et à venir – que seule une minorité de privilégiés est en mesure de s'offrir sans trop d'états d'âme.

Le bât blesse à un autre niveau. Au sein même des hordes touristiques cette fois, car la prétendue démocratisation du tourisme y est aussi une illusion. Si « les pratiques ont été analysées sous l'angle de la diffusion sociale (des classes supérieures vers les couches moyennes et populaires) et culturelle (des sociétés occidentales vers le reste du monde) », expliquent Saskia Cousin et Bertrand Réau dans *Sociologie du tourisme* (2009), la croissance des départs en vacances « s'accompagne d'un creusement des écarts entre les classes sociales : la "massification" n'entraîne pas un nivellement des inégalités. [...] Les catégories supérieures modifient leur style de vie à mesure qu'il se banalise. » Elles disposent en effet de plus de temps libre, de ressources culturelles et de moyens économiques pour ce faire. Consubstantiel des choix touristiques, l'impératif de distinction opère.

Les stratégies de différenciation sociale, conscientes ou pas, jouent à plein. L'enjeu revient à se démarquer, « toujours se singulariser, montrer que l'on sait, mieux que d'autres, jouir du spectacle du monde » (Venayre et coll., 2016), en dépit de la relative banalisation du voyage outre-mer. En gros, sur le marché du dépaysement, deux moteurs bien connus du comportement social – le « désir mimétique » et la « volonté distinctive » – structurent la demande, auxquels renvoient la massification et la diversification de l'offre. À la démocratisation répond la stratification, le « bon touriste » fuyant méthodiquement le « mauvais » (le « touriste moutonnier », le « bronzer idiot »...) qui finit par l'imiter. « Dis-moi qui tu méprises ou qui tu envies, je te dirai qui tu es. » Le nanti recherche l'échappée et la

sérénité, l'aspirant nanti fréquente les périodes et les endroits peuplés. Le premier valorise ses capitaux sociaux, spatiaux et linguistiques, le second les bons moments, les clichés et les extras.

C'est comme ça, « depuis la distinction inaugurale entre voyageurs et touristes, il est toujours question d'identité et de domination » (Venayre et coll., 2016). Les écarts se nourrissent de l'usage social différencié des vacances : fréquences et destinations, attentes formulées et sens attribués, qualités et pluralités des formules retenues, segmentations et répartitions des types de séjour ou de circuit, fonctions et légitimations du voyage... « Parcourir le monde pour conserver sa place... ou comment la domination locale se régénère à l'étranger », écrit Bertrand Réau. Encore et toujours, il s'agit d'entretenir et de faire fructifier « comme l'expliqu[ait déjà] le sociologue Norbert Elias [...], ses qualités culturelles, son adresse, son prestige, sa capacité à alimenter les conversations mondaines. Autant d'aptitudes que les voyages aident à développer » (Réau, 2012).

La chimère de la démocratisation du tourisme international ne résiste donc pas longtemps au relevé des faits. Sur un double plan, nous l'avons vu. À l'échelle de l'humanité, les transhumances de divertissement à l'étranger sont *de facto* réservées à une minorité et l'on sait désormais leur généralisation écologiquement impossible. Au sein des vacanciers sans frontières ensuite, les pratiques différenciatrices et les comportements de classe reproduisent les écarts sociaux et culturels, quand ils ne les creusent pas.

L'ILLUSION DE L'EXOTISME

L'illusion de l'exotisme est double elle aussi. Ce goût pour l'étrangeté de l'autre qu'exploite le tourisme, cette fascination pour l'altérité lointaine, pour la différence fantasmée (Bensa, 2006) qui serait inscrite au cœur des ressorts du voyage (ou pour le

moins de sa promotion), repose également sur une méprise ou une mise à distance des réalités. D'une part, parce que, même s'ils affichent volontiers «l'évasion» ou le «dépaysement» parmi leurs motivations, en réalité, «*les individus qui partent sont peu nombreux à aspirer à l'altérité ou à l'authenticité, des notions très socialement situées et à vocation distinctives*» (Cousin et coll., 2016). D'autre part, lorsque ces notions opèrent effectivement comme objets de quête touristique, elles renvoient moins à une population ou à un endroit réels qu'à un point de vue sur ceux-ci, à une manière de les concevoir... produite par l'«exotisation» même des destinations à laquelle s'adonne le marché publicitaire.

Telle est la double illusion de l'exotisme, cet argument commercial, vitrine de l'industrie touristique : la plupart des partants n'y aspirent pas ; et le reste préfère à l'étranger lambda sa représentation idéalisée. Sa «*staged authenticity*», comme la nomma dès les premières heures du tourisme de masse, Dean MacCannel (1973). Son «*authenticité mise en scène*», résultat d'un processus de construction touristique de l'altérité : à l'ailleurs, la différence, l'autre... tels qu'ils doivent apparaître pour gagner l'égard amusé du visiteur. Figures simplifiées, enjolivées, folklorisées de l'indigène accueillant, forcément sympathique dans son authenticité, authentique dans sa sympathie, souvent réduit au rang de décor humain, d'objet de spectacle, de produit bon marché, de prétexte à «*selfies aux couleurs locales*» ou encore de partenaire pour «*de vraies rencontres en terre inconnue*³».

«*Le tourisme fabrique de l'authentique en toc*», résume Sylvie Brunel, auteure de *La Planète disneylandisée*. De l'authentique accommodé. De l'authentique adapté

3. «*Nous voyageons en vantant une diversité que nos voyages concourent à détruire*», écrit Emmanuel Laurentin (2016). «*Le tourisme consume ce qu'il désire*», valide Saskia Cousin (2011).

aux attentes de ses clients plutôt friands de dépaysement et outillés pour, ou à l'inverse – et ils sont largement majoritaires – plutôt rétifs à l'imprévu et peu équipés pour familiariser avec l'exotique. «*Nous touchons là au double jeu du tourisme, volontiers paradoxal puisque écartelé entre l'expérimentation de l'inédit et le voyage en série*» (Christin, 2014). C'est qu'il est exigeant, le touriste. Il réclame ce qu'il est en droit de s'offrir, ce qu'il est venu chercher, consommer, éprouver : de l'attendu ou de l'inattendu, du confort et des découvertes, de la sécurité et des frissons, du repos ou de l'aventure. Du plaisir, physique et spirituel. À défaut, il pourrait «rater ses vacances⁴». Rater le «j'en ai bien profité», faillir à son propre alignement sur l'injonction, à la fois hédoniste, marchande et impérieuse, à «se faire du bien».

«Rater ses vacances», il n'y a rien de pire. Reconnaître que l'expérience n'a pas été à la hauteur de l'investissement. Admettre que, pour de viles raisons météorologiques, humaines, matérielles, politiques, alimentaires, sanitaires ou commerciales, cette parenthèse récréative ô combien méritée – fût-elle la deuxième ou la troisième de l'année – n'a pas accouché du cliché esthético-narcissique publiable en live sur les réseaux sociaux, comme un certificat glamour de bonnes vie et mœurs. Avouer être rentré au bercail non «ressourcé», insuffisamment bronzé, gavé, défoulé ou dérouté, en manque d'extases paradisiaques, de rencontres fécondes ou d'humanité partagée... il n'y a rien de pire.

L'anthropologue Jean-Didier Urbain (2011), qui entend rendre au sujet «touriste», trop souvent décrié à ses yeux, sa complexité, distingue quatre «désirs capitaux» à l'origine des pratiques touris-

4. «*On peut tout rater, mais pas ses vacances*», affichait Jet Tours-Club Med au début de ce siècle, sur fond de paysages enchanteurs.

tiques contemporaines. En croisant les axes «souci de soi – souci des autres» et «société – désert», quatre «polarités psychologiques» apparaissent en effet, répandues ou plus inhabituelles : «la tentation grégaire» (qui se cristallise dans les villégiatures balnéaires, le tourisme des centres-villes, les événements festifs...), «l'appel du désert» (trekkings, aventures et explorations en solitaire... ou presque), la préférence «cénobite» (communautés homogènes et fermées : hôtels, croisières, clubs de vacances...) et le penchant «altruiste» (tourismes «chez l'habitant», responsable, solidaire...).

«*La diagonale grégarité/cénobitisme est incontestablement l'axe de gravité des mobilités de loisir aujourd'hui*, constate l'auteur de cette typologie. *Les vacances oscillent entre le besoin de société et le besoin de compagnie. [...] Vie mondaine ou ermitage. Sur cet axe se décline la plus grosse part de nos vacances et voyages*» (Urbain, 2011). Reste que, quelle que soit la tentation ou l'inclination à assouvir, massive ou exclusive, elle trouve sa place, dès ses premières manifestations «pionnières», dans les catalogues papier glacé de l'offre marchande. L'industrie touristique joue goulûment son rôle de méga-fabrique de délasserment et d'enchantement, à coups d'illusions exotiques. Et remplit à merveille sa fonction de mise en spectacle, de consommation, de «touristification» du monde.

La métaphore filée par Rodolphe Christin dans *Critique de la déraison touristique* (2014) est, à ce titre, irrésistible. Il y assimile «*lieu touristique*» et «*centre commercial*» et analyse comment s'y combinent «*fonctions de déambulation et de consommation*» pour «*hédonistes rentiers*» qui ont «*accumulé suffisamment de ressources*» durant leurs périodes de travail «*pour faire ce qui leur plaît*» durant ces parenthèses de liberté. «*Comme le touriste, le passant, seul ou en groupe, professionnel ou affinitaire, flâne au milieu de tentations multi-*

ples ; il observe, frôle, croise furtivement ses semblables sans les rencontrer sauf lors d'un contact commercial, ou sinon accidentel.» Comme la galerie marchande, la mise en marché touristique offre des espaces de restauration, de récréation, de souci de soi, de regard sur les autres, version superficielle et réenchanted du monde réel, où «*le conso-flâneur*» peut aller et venir, «*idéalement anonyme, dégagé de toute appartenance et responsabilité*»⁵, en s'adonnant à «*la petite jouissance d'une déambulation de lèche-vitrine*» (Christin, 2014).

«*L'ensemble du secteur du tourisme, notaient déjà Georges Cazes et Georges Courade, repose sur la construction de "gisements" touristiques, l'élaboration d'images à vendre dans le jeu de miroir qu'est ce nomadisme spécifique. Activité fantasmatique, le tourisme consomme de l'imaginaire autant que de l'"évasion" car le touriste vit souvent dans une bulle climatisée, aseptisée et sécurisée où beaucoup de ce qu'il voit, entend ou respire a été soigneusement élaboré en fonction de ce qu'il est et attend!*» (Cazes et Courade, 2004). Au mythe de l'authenticité, au rapport enchanté au monde, au simulacre de l'immersion, l'offre d'ailleurs paradisiaques ajoute l'illusion de l'exclusivité et le déni de l'échange marchand. Le touriste est prêt à ouvrir grand son portefeuille pour aller là où personne n'est encore allé, mais il préfère le faire avant, une seule fois, pour en être libéré et nourrir cette fiction de vivre pleinement ses rencontres et découvertes plutôt que d'être quotidiennement confronté au fait qu'il les achète (Réau et Poupeau, 2007).

Cela étant, l'illusion ou plutôt l'un des paradoxes majeurs de l'entreprise touristique réside bien dans cette insatiable quête d'exclusivité qui anime une part significative des globe-trotteurs. Si ce

5. «*La vacance des grandes valeurs crée la valeur des grandes vacances*», écrivait Edgar Morin dans *L'Esprit du temps*, en 1976.

grand quotidien européen qui titrait sans rire, il y a quelques années, «De plus en plus de touristes en quête d'exclusivité», avait raison, cela revient à dire que la condition du succès d'une destination, c'est de ne pas en avoir... On mesure l'impasse. *«L'impératif mobilitaire»*, ressort idéologique du libéralisme post-moderne, pris à son propre piège. *«Le capitalisme a fait du loisir un commerce et la puissance d'enchantement de l'industrie touristique repose sur sa capacité à faire oublier son caractère précisément industriel, [...] soumis aux règles d'un productivisme et d'un consumérisme sans frontières, faisant peu de cas de l'idiosyncrasie des accueillants et des accueillis. L'hypermobilité touristique est au service de la consommation du monde»* (Christin, 2014).

L'ILLUSION DE LA PROSPÉRITÉ

La troisième et dernière illusion abordée par cet éditorial, peut-être la plus fondamentale à déconstruire pour le centre d'étude des rapports Nord-Sud qu'est le Centre tricontinental, renvoie au tourisme international considéré comme «passeport pour le développement» depuis plus d'un demi-siècle. C'est entendu par ses promoteurs comme par ses détracteurs aujourd'hui, l'expansion du tourisme engendre d'importants coûts et bénéfices de par le monde. Des coûts et des bénéfices économiques, sociaux, environnementaux, culturels et même politiques. Sont-ils équitablement répartis entre sociétés émettrices et sociétés réceptrices, entre visiteurs et visités, tour-opérateurs transnationaux et acteurs locaux, homme et environnement? Les premiers (les dégâts occasionnés) sont-ils moindres que les seconds (les richesses créées)? Et les seconds justifient-ils les premiers?

Trois fois «oui» d'un côté. Trois fois «non» de l'autre. L'OMT en tête continue à penser que les investissements, les infrastructures, les devises, les

emplois, les pratiques et les valeurs que le développement du tourisme apporte dans son sillage sont générateurs de croissance, de paix, de démocratie, de durabilité, de prospérité et de bien-être, en particulier pour les pays du Sud (UNWTO, 2018). En revanche, de nombreuses voix critiques, dont les auteurs de cet *Alternatives Sud*, observent que le déploiement ouvertement dérégulé du secteur tend à creuser les inégalités et à abuser des sociétés, des personnes, des cultures et de l'environnement. Quelques situations, évolutions et chiffres récents suffisent à le corroborer.

Le premier souci, peut-être le plus évident, se loge dans la concentration des bénéfices économiques et financiers de l'activité touristique. *«Le tourisme est avant tout une industrie dominée par des multinationales et structurée par de vastes alliances technico-commerciales planétaires»*, rappelle l'économiste Gilles Caire du Centre de recherche sur l'intégration économique et financière de l'université de Poitiers (2012). Facilité par le développement des techniques de commercialisation à distance et des systèmes de réservation informatisés, l'accolement vertical et horizontal des chaînes internationales d'hôtellerie, de loisirs et de voyages, en vue de rentabiliser au maximum les coûts fixes, a accentué la tendance. Résultat: une part importante des revenus générés échappe aux pays de destination et davantage encore aux populations locales. Lorsque «les vacances se paient ici et se prennent là-bas», le pourcentage des «fuites» (*financial leakages*) ou «pré-fuites» est d'autant plus fort, forcément.

Or, on observe que plus le touriste s'éloigne de son domicile, plus il s'en remet au tour-opérateur, du coin de la rue ou en tête de gondole sur le *web*, pour lui concocter ses vacances. À tel point que «les formules proposées par les agences représentent 80% des voyages vers les pays en développement» (Caire, 2012). Le phénomène – concentration du secteur et commercialisa-

tion en ligne – ajouté au rapatriement des profits auquel s'adonnent les investisseurs transnationaux, à l'évasion fiscale (le Luxembourg et les Bahamas figurent en tête du top 10 des pays bénéficiaires du tourisme par habitant), ainsi qu'aux importations de biens d'équipement et de consommation dont le touriste, en quête d'exotisme... mesuré, ressent le besoin loin de chez lui, participent du hold-up. «*La plupart des pays du Sud ne bénéficient donc qu'assez peu du tourisme international – sans compter qu'une part importante des recettes restantes est souvent prélevée par l'oligarchie économique et politique locale*» (Caire, 2012).

Si les estimations sont nécessairement approximatives et les calculs controversés, des chiffres circulent toutefois, quant à la part des revenus du tourisme aboutissant ou demeurant effectivement dans les économies visitées. La Cnuccd parle de 15% en Afrique subsaharienne, de 20% dans les Caraïbes et de 30% en Thaïlande (Le Masne et Caire, 2007). Selon une autre source – *Pro Poor Tourism Working Papers* –, la proportion des recettes touristiques échappant aux «fuites» varierait, pour l'ensemble des pays en développement, entre 23 et 45%. Peu importe l'inévitable imprécision, la tendance, majuscule, s'impose. «*La situation est inéquitable [...], les opérateurs étrangers s'emparent de l'essentiel de la valeur du voyage. On peut parler de domination touristique*» (Le Masne et Caire, 2007). Domination accentuée *a fortiori* là où le modèle qui prévaut – et c'est généralement le cas outre-mer – est celui du «*sea-sand-sun*» ou du «tourisme d'enclave», totalement agencé de l'étranger et isolé du reste du pays.

Cela étant, la question de l'impact économique du tourisme international en «contrées tropicales» dépasse de loin la seule problématique des valeurs ajoutées qui s'en retournent aux sièges des grands opérateurs privés transnationaux ou dans les paradis

fiscaux. L'argent qui reste – qui suffit, rappelons-le, à constituer une part appréciée du PIB des pays en développement (10% en moyenne, première source d'enrichissement pour un tiers des PMA) – est lui aussi réparti de façon plus ou moins inéquitable, selon les politiques existantes ou non en la matière, la taille des opérateurs locaux, le degré de concentration spatiale et sociale de l'activité touristique, le niveau des salaires, le contingentement des «petits boulots» informels, etc.

En pays inégalitaires, la croissance économique découlant de l'expansion du tourisme international n'entraîne pas nécessairement le développement, à savoir l'amélioration des conditions sociales et matérielles de vie des populations concernées, et encore moins la démocratisation des sociétés. À l'inverse, elle crée tantôt des effets d'éviction en chaîne – délaissement d'autres domaines d'activités cruciaux, comme l'agriculture vivrière et l'alimentation du marché interne, au profit d'une prolifération de micro-commerces et de «services» aux étrangers en marge des grands établissements touristiques –, tantôt des poussées inflationnistes en cascade, rendant progressivement impossible l'accès des couches populaires locales au logement, à la terre, à l'électricité, à l'eau, à l'alimentation dans les zones mises en tourisme. Vendue comme moteur de développement et de réduction de la pauvreté, explique Anita Pleumarom dans cet *Alternatives Sud*, la «touristification» des pays du Sud favorise en réalité la «gentrification» des lieux mis sur le marché du dépaysement et, au-delà, contribue à l'appropriation privative, à l'exclusion sociale et à la hausse des inégalités.

La concurrence que se livrent les pays de destination pour attirer investisseurs et touristes sur leur territoire aggrave le problème. Il s'agit de gagner en attractivité, en «touristicité», de grimper dans le

Travel & Tourism Competitiveness Index que le Forum économique de Davos édite à intervalles réguliers. Comment? Les critères utilisés par les éminences libre-échangistes de la station suisse pour classer les économies les plus accueillantes sont édifiants (WEF, 2017). Pour l'essentiel, ils renvoient aux responsabilités publiques en matière de qualité des infrastructures (*Air Transport Infrastructure, Tourist Service Infrastructure...*), de facilité d'accès (*International Openness, Information and Communication Technologies Readiness...*), de sécurité du cadre (*Safety and Security, Health and Hygiene...*) et, bien sûr, de force concurrentielle (*Price Competitiveness, Business Environment, Labour Market...*).

En clair, cet «indice de compétitivité touristique» entérine, tout en l'expliquant, la toujours forte prépondérance des «économies avancées» dans la liste des principaux pays de destination (proches ou similaires aux principaux pays d'émission) et encourage explicitement le nivellement par le bas de toute forme de régulation sociale, fiscale et environnementale auquel s'emploient de fait les «économies moins avancées» pour créer, en fonction de leurs «avantages comparatifs», les conditions nécessaires à une augmentation de leur part de marché⁶. Là où des réglementations nationales pourraient jouer en faveur d'une meilleure répartition des coûts et des bénéfices, elles sont refoulées comme obstructions au bon développement du «commerce des services», en témoigne leur traitement au sein de l'OMC. Dit autrement, la mise en tourisme des pays pauvres participe de l'expansion d'un modèle capitaliste... en

6. En 2017, l'Europe et l'Amérique du Nord ont reçu 61% (pour 76% en 1990) de l'ensemble des «arrivées» internationales touristiques, l'Asie et le Pacifique 24,5%, l'Amérique latine et les Caraïbes 5,5%, l'Afrique 4,7% et le Moyen-Orient 4,4% (OMT, 2018).

vacances: vacance de régulations, garanties d'une montée en compétitivité.

En retour, la dépendance ainsi construite à l'égard d'un secteur particulièrement élastique, capricieux et volatil – capable de «délocaliser» son offre à la moindre alarme sécuritaire, sanitaire, climatique ou financière – accroît la vulnérabilité des économies réceptrices, d'autant plus gravement lorsque ces dernières sont de faible taille ou peu diversifiées, comme dans les «petits États insulaires en développement (PEID)» tributaires du tourisme pour plus de 50% de leur PIB. La mise en concurrence de prestataires privés du Sud – d'un même pays ou continent – par tel méga-voyagiste du Nord, qui leur promet de remplir leurs installations ou d'aller voir ailleurs selon les diminutions de prix qu'ils sont prêts à consentir, procède du même rapport de dépendance et de domination qui fragilise les premiers et permet au second de s'emparer de l'essentiel des gains⁷.

Dans le tourisme Nord-Sud comme dans d'autres pans de l'économie capitaliste, prédomine cette double tendance pernicieuse à l'accumulation des bénéfices sur les comptes exonérés des grands opérateurs privés et, parallèlement, à la mobilisation des fonds publics en amont (développement des infrastructures idoines) comme en aval de l'activité (atténuation des «externalités négatives», des dégâts sociaux, culturels et environnementaux...). Les exemples abondent où, comme en République dominicaine notamment,

7. Si l'avènement dans la consommation touristique d'une économie dite «collaborative», de pair à pair, facilitée par l'extension d'internet, a pu laisser augurer une rupture, par fragmentation ou éclatement, du schéma dominant, la monopolisation du marché par de nouvelles multinationales numériques de la réservation comme Airbnb (10% de l'industrie mondiale du voyage) ou encore Booking.com (28,8 millions d'hébergements déclarés, répartis dans 137 000 destinations de 227 pays et territoires), a davantage accentué la concentration de l'offre qu'aplanit les rapports de force.

la pauvreté atteint des niveaux plus élevés dans les régions où précisément s'est développée l'industrie touristique et où les revenus moyens sont pourtant supérieurs à ceux du reste du pays (Jordi Gascón, 2012). Dans ces zones, tous pays du Sud confondus, les emplois créés par le secteur occupent certes une part de la main-d'œuvre locale, mais sous des statuts majoritairement précaires, saisonniers et sous-qualifiés, les postes à responsabilités étant plutôt confiés à des «expatriés» compétents.

En marge des emplois formels, les revenus individuels que la population des lieux mis en tourisme peut «tirer» des vacanciers internationaux sont à ce point en décalage avec l'économie locale – selon le degré d'asymétrie entre la bourse des visiteurs et le niveau de vie des visités – que les effets de ce biais structurel pèsent lourd dans le déchirement des sociétés (*Alternatives Sud*, 2006). Lorsqu'un pourboire, la vente d'un «souvenir» artisanal, une course de taxi payée en dollars ou encore un «service sexuel» – pour reprendre l'expression utilisée par l'OMT – suffisent chacun à dépasser un ou deux salaires mensuels locaux, le pays hôte n'est en effet à l'abri d'aucune dérive : des diplômés de l'éducation ou de la santé par exemple qui se reconvertissent dans les petits marchés, combines ou trafics..., jusqu'à la propagation du tourisme sexuel qui exploite des millions de mineurs dans le monde et constitue de la sorte la manifestation la plus aboutie du rapport inégal entre «consommateurs» cosmopolites et «partenaires» assignés à résidence.

La grande communion interculturelle entre les peuples que nous vante l'OMT et que nous vendent les tour-opérateurs procède également de l'illusion. «L'échange» entre modes de vie contrastés s'avère rarement profitable aux deux parties, les relations subjectives entre personnes différentes ne pouvant

éclipser les rapports objectifs entre positions différenciées. D'un côté, le plus souvent, lâcher prise indolent, consumérisme insouciant et voyeurisme ingénue ; de l'autre, retrait et évitement ou à l'inverse, précipitation, adaptation, ruse et séduction pour tirer avantage, d'une manière ou d'une autre, de la «rencontre». À l'extrême – mais courant en villégiatures «exotiques» –, les façons d'être locales, les cultures vernaculaires, l'humain, le vêtement et le bâti «typiques» sont instrumentalisés – chosifiés, embellis ou réinventés – par des intérêts marchands, pour correspondre à l'image touristique de la destination et à l'expérience que le visiteur, appareil photo en main, souhaite en retirer – «*J'ai fait l'Afrique. Merveilleux !*»

Plus encore, le passif environnemental de l'industrie touristique tranche avec les bilans et perspectives idylliques qu'en dressent ses promoteurs. Que ce soit en raison de la croissance continue des déplacements aériens ou de l'«empreinte» en hausse que représentent tant les pressions du secteur sur des ressources naturelles en voie de raréfaction (arrosage de golfs en régions arides, canons à neige artificielle en altitude, accaparements privatifs de terres fertiles ou de «milieux préservés»...), que la dégradation des littoraux, la pollution des eaux, la saturation des «capacités de charge» de sites en péril, les impasses dans le traitement des montagnes de déchets produites par les stations insulaires et l'envolée des croisières, l'expansion du tourisme met au grand jour son insoutenable... amplification. Sauf à considérer que l'aggravation de la vulnérabilité de centaines de millions de personnes affectées, et demain d'autant de réfugiés climatiques, n'est pas une priorité.

Si l'on s'en tient à un seul indicateur, celui des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, une récente étude australo-taïwanaise (Lenzen et coll., 2018), situe la responsabilité du tourisme à 8 %

de l'ensemble, «*plus que les émissions liées aux habitations (chauffage et cuisine) qui sont à 6% et plus de la moitié de celles du transport*». Résultat d'autant plus préoccupant, ajoutent les auteurs, que la croissance soutenue de ce secteur reste supérieure à celle du commerce international. Et que ni les améliorations technologiques ni les timides stratégies d'atténuation n'ont corrigé la tendance. «*Nous avons découvert que l'empreinte carbone par personne augmente fortement avec la croissance de l'opulence, et qu'elle ne paraît pas s'apaiser avec l'augmentation des revenus, assure le professeur Manfred Lenzen. Plus on peut se le permettre, plus on veut voyager souvent et dans le luxe...*» (Nouvel Obs., 8 mai 2018).

On le voit – et les onze articles qui suivent l'illustrent sur autant de dimensions ou dans autant de régions –, les effets de l'expansion du tourisme international et la répartition de ses coûts et bénéfices pointent largement en deçà des niveaux de développement humain et de prospérité partagée, annoncés la main sur le cœur par ses apôtres et partisans (Polet, 2012). En matière politique, il est tout aussi déplacé de faire de la pénétration et du fleurissement touristique dans tel ou tel pays autocratique, sur base de l'histoire espagnole des années 1970, un vecteur de démocratie. Au Sud, sous plusieurs régimes autoritaires ou dictatoriaux, le pouvoir a servi (ou sert encore) le tourisme et celui-ci a servi (ou sert encore) le pouvoir (Duterme, 2011). Et là où le secteur se passe désormais de tout système politique absolutiste, il le doit bien davantage aux mobilisations des acteurs sociaux locaux, qu'aux illusoire effets de contagion de l'éthos démocratique des vacanciers.

Plus globalement, dans ses formes actuelles, la logique d'expansion de la mécanique touristique correspond, pour l'entière satisfaction de ses opérateurs dominants, à celle du modèle de développement

mainstream: marchandisation généralisée des lieux et des comportements, dérégulation et libéralisation des échanges commerciaux, privatisation du patrimoine et des biens publics... Pour Cazes et Courade (2004), l'ensemble participe de ce «*mouvement spectaculaire de concentration de l'appareil capitaliste international*»; et pour Harvey (2003), de ce phénomène d'«*accumulation par dépossession*», par intrusion et prédation. Comment ne pas y voir, s'interroge Bastenier (2006), «*une entreprise de subordination de la planète au modèle catastrophique du développement occidental*»? Un nouvel «usage du monde».

UNE ILLUSION AUSSI, LA DURABILITÉ?

L'avènement d'un tourisme plus éthique, solidaire, durable ou encore responsable change-t-il la donne? Attirons d'abord l'attention, même si cela tombe sous le sens, sur le fait que l'apposition de ces qualificatifs vertueux au substantif «tourisme» revient à reconnaître que l'original, le «tourisme tout court», ne l'est pas. Ni éthique, ni solidaire, ni durable, ni responsable, ou pas suffisamment. Pas de promotion d'un tourisme plus respectueux des gens et de l'environnement en effet, sans reconnaissance implicite ou explicite de l'existence d'un tourisme peu respectueux des gens et de l'environnement. S'agissant de l'OMT – qui promeut officiellement le tourisme durable depuis trois décennies – et des principaux tour-opérateurs – qui sont 529 à s'être (ré-)engagés à le pratiquer dans le cadre onusien de l'Année internationale du tourisme durable (2017) –, cela interpelle.

La première se marche sans cesse sur les pieds, en le présentant tantôt comme une potentialité («il est à construire»), tantôt comme une réalité («il est là»); en se donnant un jour comme objectif de «*transformer le tourisme mondial et la manière dont il est pratiqué [...]*

pour le rendre socialement, économiquement et écologiquement durable», et en glorifiant le lendemain les qualités sans fin du tourisme réellement existant (www2.unwto.org). Quant aux seconds, ils ont vite ajouté, depuis une vingtaine d'années déjà, une touche verte ou éthique à leurs catalogues commerciaux, distinguant régulièrement eux-mêmes, sans ciller, la part de leur offre désormais étiquetée «responsable» de celle qui ne l'est pas...

Au-delà de ces pétitions de principes, paradoxes et reniements à géométrie variable, comment l'adjonction d'un supplément d'âme ou d'une liste de «bonnes pratiques» à une logique et des mécanismes qui, de l'aveu même de l'OMT (UNWTO, 2018), posent problème, pourrait-elle renverser l'ordre des choses? Les tentatives de «moralisation» du capitalisme ne sont-elles pas, elles-mêmes, considérées comme des entreprises vaines par définition? Entre les «projets d'impulsion» du secteur («efficacité énergétique» des stations balnéaires, «écoperformance» de l'irrigation des gazons en zones sèches, «compensation carbone» des déplacements aériens...), l'autotabellisation débridée et l'explosion tous azimuts d'un «tourisme de niches» – marchand ou associatif, *de facto* élitiste – pour pèlerins bobos en quête de volupté et de voyages légitimes «au bout du monde», on peine à discerner les prémices d'un véritable et indispensable changement de perspective (Dutermé, 2012; Wheeler, 2012).

Et pour cause. La promotion même du tourisme solidaire, durable ou responsable par l'OMT contient son antidote libéral. Pratiquement chaque déclaration de l'agence onusienne – y compris sa «Convention-cadre relative à l'éthique du tourisme» de 2017 approuvée par les États-membres et ratifiée par les opérateurs – juxtapose les généreuses injonctions pour des formes de tourisme plus écologiques,

équitables et humaines... au sempiternel credo libre-échangiste, ode au laisser-faire. Les États du Sud sont ainsi régulièrement et officiellement invités à «*éliminer ou corriger les entraves, impôts et charges spécifiques pénalisant l'industrie touristique et portant atteinte à sa compétitivité*», de façon à «*assurer pleinement aux entreprises multinationales la liberté d'investir et d'opérer commercialement*», et partant, de «*stimuler la croissance économique*». Exit toute velléité, même timide, de régulation d'un des pans de l'économie mondiale pourtant les moins régulés.

Or, si «un autre tourisme est possible», la voie à suivre se situe précisément dans ce que les promoteurs du secteur considèrent comme un frein à l'essor de leurs juteuses activités, dans les marges de manœuvre publiques (*policy space*), dans les possibilités de régulation des investissements, des flux et des impacts de l'industrie mondiale du dépaysement, au bénéfice prioritaire des acteurs locaux, des populations visitées et de l'environnement. L'enjeu de l'équité et de la durabilité se décline aux niveaux local, national et supranational. Dans la fixation des règles et des termes de l'échange, dans l'implication en amont, en cours et en aval des populations concernées, dans les capacités de canalisation des États, la définition de politiques coordonnées et l'agir d'appareils de régulation internationaux. L'«Organisation mondiale du tourisme» n'est plus à inventer, elle existe. Reste à lui conférer le pouvoir régulateur de relever ce double défi, herculéen: démocratiser le droit à la mobilité et rendre son exercice viable.

FAIRE SAUTER LE PONT ALEXANDRE III

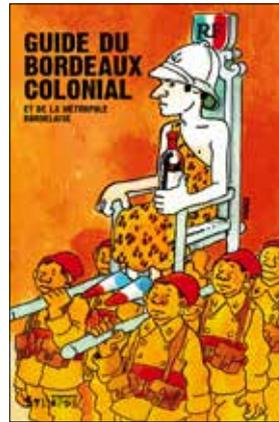
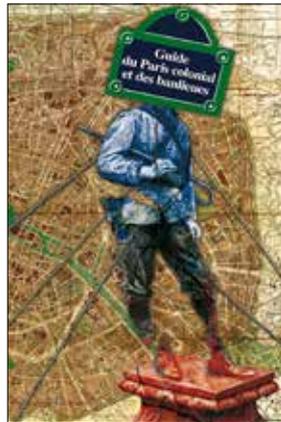
DIDIER EPSZTAJN ET PATRICK SILBERSTEIN¹

PUBLIÉ LE 27 JUIN 2020 SUR
ENTRE LES LIGNES, ENTRE LES MOTS

Que ces messieurs de la police de la pensée et ceux de la police tout court se rassurent. C'est une mé-taphore, une al-lé-go-rie, une figure de style. Une image ni trop ni glycérine à laquelle il nous est difficile de ne pas céder. Toutefois, répétons-le, tant il est vrai que ces jours-ci certains semblent prompts à sortir leur revolver pour défendre les symboles de la domination, nous n'avons d'autre dynamite que la dynamique des idées. Et une belle idée se répand sur la planète comme une traînée de poudre : les racistes, les esclavagistes et les colonialistes célébrés sur nos murs doivent être démis de leur place et remis à leur place.

Revenons au pont dont le nom seul est la cible de notre bickford².

Le pont Alexandre III est un magnifique ouvrage qui franchit la Seine entre le cour de la Reine et l'avenue Winston-Churchill – anciennement avenue



Alexandre III jusqu'en 1966. Inaugurée en 1900 par Nicolas II, autre tsar, le pont célèbre l'amitié franco-russe – comme la crème du même nom – en la personne du tsar de toutes les Russies, Alexandre III.

Il est vrai qu'Alexandre Romanov III, tsar de 1881 à 1894, est un personnage que l'État français se doit d'honorer. En effet, il n'a, en treize années de règne, que proclamé 65 oukases contre les Juifs – dont le

numerus clausus limitant leur nombre dans les établissements scolaires et dans certaines professions. Il leur a interdit de vivre à Moscou, les a fait expulser de Kiev et a instauré une zone de résidence. C'est sous son règne que l'antisémitisme d'État a vécu ses plus beaux jours et que se sont déchaînés les pogromistes. Son knout n'était d'ailleurs pas réservé au Juifs, last but not least, il a aussi fait fermer les écoles arméniennes et pris quelques

mesures contre eux... Toutes ces « dispositions » ne seront abolies qu'en 1917 avec la chute de Nicolas II, le dernier des Romanov, le fils d'Alexandre, celui-là même qui avait inauguré le pont célébrant son petit père.

Alors oui, faisons sauter le pont Alexandre III ! Et hop, plus haut...

1. Auteurs du *Guide du Paris colonial et des banlieues*, Paris, Syllepse, 2019.

2. William Bickford a donné son nom à une mèche qu'on appelle également parfois cordon Bickford. Elle permet la mise à feu à distance d'un explosif.

« NOUS NE SOMMES PAS DES FLEURS, NOUS SOMMES UN INCENDIE ! »

JEN IZAAKSON¹ ET TAE KYUNG KIM²

PUBLIÉ LE 2 JUILLET 2020,

SUR *ENTRE LES LIGNES, ENTRE LES MOTS*³

TRADUCTION LÉA COLIN POUR TRADFEM⁴

Jen Izaakson et Tae Kyung Kim décrivent le développement du mouvement féministe radical qui inspire les femmes à travers toute la Corée du Sud.

L'automne dernier, Jen Izaakson s'est rendue en Corée du Sud pour documenter la montée en puissance du mouvement féministe radical dans le cadre d'un groupe de travail de l'Université de Cambridge, après avoir obtenu une bourse de recherche, et elle a réalisé des entretiens avec plus de 40 militantes. Elle a coécrit cet article avec Tae Kyung Kim, une féministe radicale coréenne originaire de Séoul, qui vit et étudie actuellement à Berlin.

Des nouvelles du mouvement féministe en essor en Corée du Sud sont parvenues jusqu'aux médias

1. Jen Izaakson est une doctorante diplômée du CRMEP. Suivez-la sur Instagram ou envoyez-lui un email à jenizaakson@gmail.com.

2. Tae Kyung Kim est étudiante à l'Université des femmes de Sungshin. Suivez-la sur Instagram ou contactez-la par email à dohsmath@gmail.com.

3. Version originale : www.feministcurrent.com/2020/06/15/the-south-korean-womens-movement-we-are-not-flowers-we-are-a-fire/. Tous droits réservés à Jen Izaakson et Tae Kyung Kim.

4. TRADFEM : <https://tradfem.wordpress.com/2020/06/24/le-mouvement-des-femmes-sud-coreen-%E2%80%89nous-ne-sommes-pas-des-fleurs-nous-sommes-un-incendie-%E2%80%89/>.

occidentaux, mais les origines de cette révolte radicale sont encore méconnues. Les grands médias occidentaux couvrent souvent les aspects du féminisme sud-coréen qui reflètent nos propres réussites, mais laissent dans l'ombre les réalisations spécifiques aux Coréennes et les aspects les plus radicaux de leur mouvement. En septembre, plus de 40 femmes du mouvement féministe radical sud-coréen ont été interviewées dans le cadre d'une étude universitaire. Les résultats de cette recherche sont résumés dans le présent article. En raison de la brièveté de ce texte, de nombreuses informations ne peuvent pas être incluses, mais nous avons essayé d'intégrer les éléments qui montreront le mieux comment le mouvement a émergé, son contexte historique et quelles tactiques, stratégies, et formations politiques constituent le féminisme radical sud-coréen.

LA VIOLENCE MASCULINE POLITISE ET RADICALISE

En 2016, le tristement célèbre «meurtre de Gangnam» a déclenché un tollé parmi les femmes. Un homme de 34 ans du nom de Kim Sung-min a poignardé à mort dans les toilettes mixtes d'un bar karaoké une femme de 23 ans (dont le nom fait toujours l'objet d'un interdit de publication). Kim Sung-min a attendu à l'intérieur des toilettes, permettant à plusieurs hommes d'entrer et de sortir avant qu'une femme n'arrive. Au tribunal, il a expliqué : «J'ai fait ça parce que les femmes m'ont toujours ignoré.» C'est une explication similaire à celles avancées par d'autres «incels» (célibataires involontaires) qui ont

perpétré des meurtres violents, mais en Corée du Sud, les autorités gouvernementales ont explicitement nié la misogynie comme mobile, malgré le propre témoignage de Kim Sung-min.

En réponse à ce meurtre, des femmes ont envahi les rues à l'extérieur de la gare de Gangnam et aux alentours du quartier de Seocho-dong pour manifester. Nombre d'entre elles ne se considéraient pas comme féministes à l'époque, mais la nature de ce meurtre et sa motivation misogynne les a politisées.

En 2018, la pratique du «molka» (soit le fait de filmer secrètement des femmes dans les toilettes ou les vestiaires, ou sous leurs jupes en public) était devenue un problème largement répandu en Corée. Les femmes interrogées m'ont dit que cela était en partie dû au fait que les hommes coréens n'ont pas suffisamment confiance en eux pour harceler les femmes dans la rue, de sorte que leurs tentatives d'accès sexuel aux femmes prennent des formes plus «sournoises». Bien qu'il existe des lois contre cette forme de voyeurisme en Corée du Sud, la police les fait rarement respecter. La situation a atteint un point de bascule lorsqu'une jeune étudiante a été condamnée pour avoir photographié un modèle nu dans son école d'art. Selon les femmes avec qui j'en ai parlé, l'homme sortait régulièrement nu de la salle de classe, ce qui forçait les étudiantes à voir ses parties génitales. Une étudiante a fini par prendre une photo de l'homme dans sa classe et l'a mise en ligne pour dénoncer son comportement. Elle a été arrêtée, jugée, emprisonnée et forcée de s'excuser auprès de l'homme, qui a déclaré que ces images où il exhibait ses parties intimes lui avaient causé des «dommages psychologiques». La femme a d'abord été condamnée à une amende d'un montant équivalent à 18 000 euros, mais l'exhibitionniste a insisté auprès

du tribunal pour qu'elle soit envoyée en prison et elle a été incarcérée durant dix mois.

Étant donné que les hommes utilisent des caméras cachées avec une impunité quasi totale, cet incident a déclenché une vague de protestations anti-molka. Des centaines de milliers de femmes, principalement des jeunes, se sont rassemblées, furieuses que les lois condamnant le voyeurisme soient ainsi utilisées contre les femmes et non contre les hommes. À ce jour, 360 000 femmes ont participé à des manifestations contre ces caméras d'espionnage. Ces rassemblements prennent la forme de défilés très structurés, de chants politiques transcrits sur des tracts et distribués dans la foule, et de discours animés à la tribune qui donnent souvent le départ des chants, auxquels les manifestantes se joignent, atteignant des crescendos qui ressemblent à des cris de guerre. Lors de certains rassemblements, les femmes montent sur scène pour se faire couper les cheveux courts en public; à d'autres moments, des ensembles de produits de maquillage sont solennellement jetés dans des sacs-poubelles.

LE BESOIN DE S'ORGANISER EN NON-MIXITÉ

Les événements bien réels du soulèvement contre le meurtre commis à la gare de Gangnam et des manifestations anti-molka ont émergé dans le contexte de débats sur internet qui ont joué un rôle essentiel. À partir de 2015, une guerre des mots est apparue en ligne entre les hommes et les femmes. Un conflit majeur a éclaté quand le MERS (le Syndrome respiratoire du Moyen-Orient) a atteint la Corée du Sud. Sur DC Inside Gallery, un forum internet populaire comptant des millions d'utilisateurs à travers le pays, des internautes masculins ont lancé des fils de discussion dans lesquels ils désignaient une certaine Coréenne comme la «patiente zéro», prétendant

qu'elle s'était rendue au Moyen-Orient pour se prostituer, puis était rentrée au pays contaminée. D'autres hommes se sont joints à cette dynamique, en écrivant des commentaires tels que «Les Coréennes devraient être mortes», «Les Coréennes gaspillent de l'argent en dépenses futiles», et «Les Coréennes sont stupides et ont propagé le virus». En réponse, les femmes ont lancé leurs propres fils de discussion sur le forum, afin de discuter de cette misogynie manifeste. Au final, on a découvert que le MERS avait en fait été introduit en Corée par un homme, et les femmes ont envahi les groupes de discussion des hommes, se sentant pleinement justifiées. Mais cette poussée de misogynie est restée dans les mémoires.

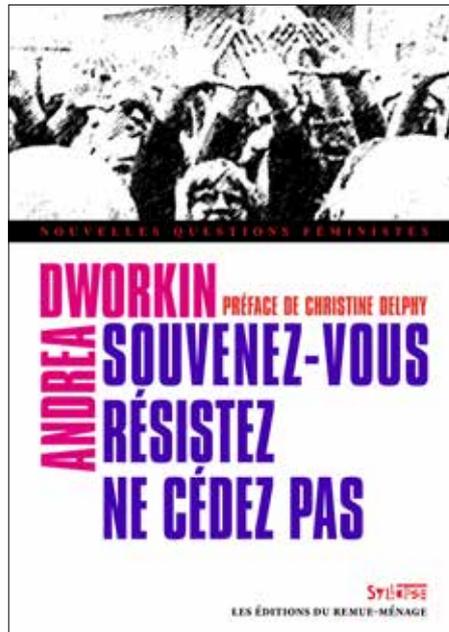
En réponse à cette dynamique, les femmes ont créé Megalia, une plateforme similaire à Reddit, mais sans misogynie. Megalia est devenue un espace en ligne où créer de la camaraderie entre femmes, basé sur un esprit d'amitié et un humour pince-sans-rire. Il est devenu courant pour elles de s'appeler «vulves» sur le site, de dire des choses comme : «Bien joué! Tu es la vulve la plus forte», ou «Super idée! T'es une vulve géniale». Cependant, Megalia avait des utilisateurs masculins, et plusieurs administrateurs du site étaient des hommes gays. Au départ, ces hommes prétendaient éprouver de la sympathie pour le vécu de misogynie des femmes, mais à partir du moment où des fils de discussion ont commencé à remettre en question la misogynie des hommes gays et de la culture gay (comme le travestissement), les commen-

taires des femmes ont graduellement commencé à être supprimés.

Cette modération lourde de la parole des femmes n'est pas une surprise pour de nombreuses féministes présentes sur Facebook, Mumsnet ou Twitter. Les femmes ont réalisé que pour pouvoir s'exprimer librement sur les réalités quotidiennes de leur vie et la misogynie qu'elles observent, elles avaient besoin d'un espace qu'elles modèrent elles-mêmes, sans administrateurs masculins. Cette expérience a démontré la nécessité de s'organiser en non-mixité. Les femmes ont commencé à quitter Megalia en grand nombre et, en janvier 2016, des milliers d'entre elles se sont inscrites sur un forum en ligne appelé Womad, décrit par mes interlocutrices comme un espace «féministe lesbien radical».

L'impressionnante prévalence du lesbianisme est un des aspects les plus frappants et les plus significatifs du mouvement sud-coréen. Toutes les militantes féministes auxquelles j'ai parlé, sur plus de 40 entretiens réalisés, se définissaient comme lesbiennes.

En Corée du Sud, le féminisme radical et le féminisme lesbien sont très liés, donnant naissance au Mouvement «4»/«4B» (4 sonne grossièrement comme 4B à l'oreille des anglophones). Ce mouvement est basé sur quatre règles qui orientent cette mouvance féministe, un guide que les femmes peuvent adopter pour déstabiliser le patriarcat et vivre une vie plus sûre, à distance des hommes. Les principes sont, sommairement, de ne pas épouser des hommes, de ne pas



en fréquenter des hommes, de ne pas avoir de relations sexuelles avec des hommes et de ne pas tomber enceinte. Aujourd'hui, on estime que le Mouvement 4B compte quelque 50 000 adeptes.

Une recherche menée en 2016 a révélé que 50% de la population féminine en Corée du Sud ne voyait pas le mariage comme nécessaire – les femmes, en particulier, ont réalisé que le mariage est désavantageux pour elles, ce qui a conduit le gouvernement à adopter de nouvelles mesures. Pour pallier ses inquiétudes concernant le vieillissement de sa population et la baisse du taux de natalité, le gouvernement sud-coréen a commandé un certain nombre de séries télévisées destinées à faire la promotion d'une vision idyllique de l'amour romantique hétérosexuel. De nombreuses émissions de télé-réalité (*Le message du cœur*, *Nous nous sommes mariés*, *Même lit, rêves différents*, et *Le retour de Superman*) ont été commandées pour encourager le mariage et la natalité. Ces séries ont en commun un récit progressif dans lequel des couples hétérosexuels expriment d'abord un désir d'enfant, puis passent par les étapes de la conception, de la gestation et de la naissance, toutes documentées et présentées sous un jour positif.

RAS-LE-BOL DU CORSET!

Entre 2015-2016 et 2017-2018, les femmes sud-coréennes ont réduit de 53,5 milliards de won leurs dépenses en produits de beauté et en chirurgies esthétiques, investissant plutôt dans l'achat de voitures, préférant l'indépendance à la réification. Ce rejet culturel des pratiques de beauté féminines a été en partie encouragé par le Mouvement 4B, ainsi que par la campagne «Ras-le-bol du corset!» Inspiré par l'ouvrage *Beauty and Misogyny* de Sheila Jeffreys (traduit en coréen sous le titre *Le corset: beauté et misogynie*), ce mouvement décrit l'abandon du «cor-

set» moderne: les pratiques de beauté comme l'épilation à la cire, le maquillage, les talons hauts, les chirurgies esthétiques, les cheveux longs, les régimes alimentaires restrictifs, etc. La Corée du Sud fait vivre une énorme industrie de la chirurgie esthétique, l'intervention la plus populaire chez les femmes étant celle de la «double paupière» – une chirurgie qui transforme les paupières pour leur donner une apparence plus «occidentale». Tout comme le blanchiment de la peau, cette pratique lucrative est motivée par le racisme, et peut entraîner des infections postopératoires, la perte des paupières, des troubles de la vue et même la cécité.

De nombreuses répondantes interrogées font référence à ce mouvement comme point de départ de leur cheminement vers le féminisme radical, en disant: «J'ai retiré mon corset en janvier dernier» ou «Je ne porte plus de corset depuis deux ans maintenant». Pour les femmes sud-coréennes, l'expression *backlash* («ressac») est liée au mouvement *Ras-le-bol du Corset!* – il ne fait pas référence à un retour de bâton venu de l'extérieur, contre les féministes (comme en Occident), mais à un ressac personnel, lorsqu'une femme revient en arrière vers la féminité. Une femme m'a dit: «Ma meilleure amie et moi avons enlevé nos corsets en 2017, mais elle a depuis subi un retour de bâton, et elle a recommencé à se maquiller à cause de la pression exercée par sa famille.»

D'autres slogans répandus dans le mouvement ont tendance à désigner le pouvoir et la détermination des femmes. Celles d'un groupe avec lequel je me suis entretenue ont signé une carte à mon attention avec certains de ces slogans, écrivant: «Nous nous reverrons au sommet», «Sois ambitieuse» et «Nous sommes le courage l'une de l'autre». J'ai tout de

suite reconnu ces slogans, car ils apparaissent souvent dans les profils des militantes sur les réseaux sociaux. L'un des appels à l'action qui revient le plus souvent est : «Si ce n'est pas moi, qui le fera? Et si ce n'est pas maintenant, quand?» Le slogan est la paraphrase d'une citation de Hillel l'Ancien (Pirkei Avot 1h14), une éminente figure babylonienne de l'histoire juive.

LES FONDEMENTS HISTORIQUES D'UNE CULTURE CENTRÉE SUR LES FEMMES

Si le féminisme s'est développé comme il l'a fait en Corée du Sud, c'est en partie pour des raisons historiques et culturelles. Les femmes à qui j'ai parlé m'ont expliqué que historiquement, la Corée n'a pas connu la même culture de galanterie masculine (politesse et protection sociale des femmes) qu'en Occident, ce qui signifie qu'il y a moins de faux-semblants concernant la domination masculine. Au début des années 190, les soldats qui ont combattu dans la guerre de Corée faisaient marcher les femmes devant eux dans les champs de mines pour identifier des trajets sûrs en y faisant sauter les femmes. Aucun sentiment de honte n'a été historiquement associé à cette pratique. Je leur ai demandé : «Si le Titanic avait été coréen, y aurait-il eu une règle du type «les femmes et les enfants d'abord» pour déterminer qui pouvait monter dans les canots de sauvetage?» Cette idée a été accueillie par des rires bruyants et de fortes dénégations. Une des répondantes estimait que l'absence de galanterie entraînait moins d'égards de la part des hommes, comme manifestation du patriarcat. En même temps, les femmes sont moins susceptibles d'être vulnérables au mariage, car les hommes sont bien plus francs, même avant le mariage, sur le caractère inégalitaire qu'aura la relation. Ce n'est pas que les hommes coréens se comportent de façon plus oppressive envers les femmes que les Occidentaux,

mais bien que l'oppression se manifeste de façon plus flagrante et décomplexée. Comme la domination masculine est moins dissimulée, certaines femmes interrogées pensent que cela permet aux femmes d'identifier plus facilement les pièges du mariage et de la domestication. Ce que choisir de se marier veut dire devient beaucoup plus clair.

Une autre femme interrogée m'a expliqué que par le passé, on attendait des femmes qu'elles travaillent aux champs, souvent plus que les hommes, ce qui fait que les hommes étaient moins considérés comme des pourvoyeurs de richesses matérielles qu'ils pouvaient l'être dans d'autres cultures. Les femmes accomplissaient le travail ménager et travaillaient de surcroît à l'extérieur. Les bénéfices économiques d'avoir un mari, même s'il possédait un emploi, étaient bien moindres que dans d'autres sociétés où les femmes n'avaient traditionnellement pas été autorisées à travailler, ou avaient un accès limité au marché du travail. Par le passé, la Corée possédait un système de classes très strict, et les femmes n'avaient pas la possibilité de se marier en dehors de leur classe, ce qui leur aurait permis d'accéder à de plus grandes richesses matérielles, comme certaines femmes dans d'autres pays. En l'absence de cet avantage, les femmes ont eu une raison de moins d'aspirer personnellement au mariage. Ces conditions historiques se sont combinées pour produire un ensemble particulier de politiques sexuelles en Corée du Sud qui pousse davantage les femmes à rejeter le mariage, le calcul des bénéfices et des coûts étant plus clair.

Une autre raison pour laquelle un mouvement des femmes radical a pu s'épanouir est qu'il y a des espaces pour lui, au sens propre. Des universités réservées aux femmes ont été créées dans tout le pays au cours du siècle dernier, et la plupart des villes accueillent plusieurs établissements réservés

aux femmes (certains ont des professeurs masculins, et des étudiants masculins venus d'autres universités peuvent parfois suivre un cours pendant un semestre sur le campus, mais il y a un couvre-feu le soir et tous les hommes doivent en repartir). Dans les bâtiments qui abritent les syndicats étudiants, les hommes, professeurs et membres de la famille des étudiantes, ne sont pas autorisés d'accès. Il y a des espaces réservés aux femmes 24 heures sur 24.

Certaines universités pour femmes ont fait face à des manifestations organisées par des masculinistes, brandissant des pancartes avec des slogans du style: «Femmes, jetez vos sacs à main de luxe!» Apparemment, le féminisme s'est tellement développé à l'écart des hommes en Corée du Sud que certains ne savent pas très bien ce que les féministes exigent: il y a une certaine ironie dans le fait que les masculinistes réclament aux femmes d'arrêter de gaspiller leur argent dans des accessoires féminins coûteux. Pendant ce temps-là, le mouvement féministe radical appelle au boycottage de toute entreprise qui diffuse des publicités sexistes, et encourage les femmes à ne manger que dans des restaurants tenus par des femmes, à ne boire que dans des bars appartenant à des femmes, à ne faire des achats que dans des boutiques dirigées par des femmes, afin que l'argent des femmes aille à d'autres femmes.

Si les universités féminines sont nées d'un sentiment chrétien qui considérait inconvenant que des femmes non mariées côtoient des hommes, elles ont fourni un terreau fertile à l'épanouissement du féminisme. Bon nombre de ces campus sont entourés de rues fréquentées uniquement par des femmes, avec des boutiques et des cafés presque exclusivement remplis de femmes. En raison de cette norme culturelle, la plupart des villes ont au moins un ou plusieurs bars réservés aux femmes. (La Corée du Sud

n'a pour l'instant pas été capturée par les politiques d'identité de genre – il s'agit donc d'une véritable non-mixité.)

LA MARGINALISATION INSPIRE L'ORGANISATION POLITIQUE

Le Mouvement 4B et les idées féministes radicales ont essaimé à travers toute la Corée du Sud au cours de la dernière demi-décennie, s'implantant dans différentes villes et localités, malgré des différences culturelles et politiques.

Daegu, la quatrième ville la plus importante du pays, contraste fortement avec la capitale, Séoul. Daegu est sans doute l'agglomération la plus conservatrice de Corée du Sud, et seulement trois personnes sur sept sont des femmes, en raison des avortements sélectifs. À Daegu, les fils sont si désirés que si une famille a deux filles d'affilée, la seconde fille reçoit souvent un prénom qui veut dire, en gros: «Nous souhaitons un fils» ou «S'il-vous-plaît, un garçon la prochaine fois». Comme les hommes sont plus nombreux que les femmes avec un ratio de quatre pour trois, la politique sexuelle est à l'avenant. Les femmes qui vivent à Daegu m'ont expliqué que, alors que les femmes de Séoul peuvent appeler la police pour signaler des violences conjugales, les femmes de Daegu craignent que la police ne se range du côté de l'agresseur et même qu'elle commette des violences supplémentaires à leur rencontre.

Malgré cela, les femmes de Daegu tiennent bon. Elles ont évoqué leur refus de se maquiller, bien que cela les empêche presque toujours d'obtenir un emploi. La ville est plus pauvre que sa voisine, Busan, et que Séoul au Nord, mais les féministes de Daegu s'organisent collectivement pour faire face au problème du chômage dû au refus de la féminité. Elles ont formé des «cartels» de femmes, mettant en

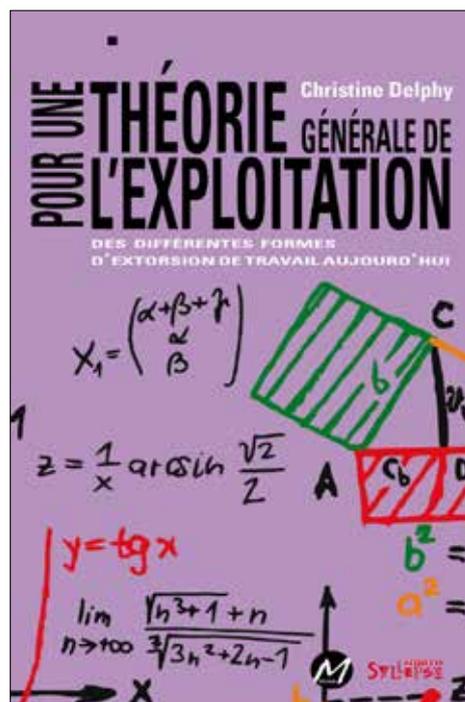
commun leurs ressources, vivant ensemble dans des logements bon marché, et militant ensemble dans la rue pour recruter de nouvelles femmes. Ces « cartels » m'ont été décrits comme des groupes organisés, mais avec des structures ouvertes, flexibles et tournées vers le recrutement et la sensibilisation. Cela contraste avec ce que nous observons en Occident, où le féminisme radical a tendance à s'épanouir sur la base de petits groupes d'amies/d'amantes qui agissent ensemble comme un réseau privé, plutôt que de s'organiser principalement autour d'alliances politiques et de miser sur le recrutement et les campagnes publiques.

La Corée du Sud présente l'écart salarial entre les sexes le plus élevé des pays de l'OCDE (les 37 pays les plus riches en termes de PIB): les femmes gagnent en moyenne un tiers de moins que les hommes. Alors que les féministes occidentales – qui ont des emplois, des biens et des familles qui les soutiennent, et qui ne subissent pas de discrimination directe pour un refus des pratiques de beauté féminines – disent qu'elles ne peuvent pas être ouvertement féministes radicales à cause de la précarité financière et de la peur des représailles, les femmes de Daegu, dont les revenus sont incertains et qui vivent dans une culture bien plus dominée par les hommes, tiennent bon. La rencontre avec les féministes de Daegu m'a révélé que la précarité économique et sociale n'a pas à entamer

notre volonté de nous exprimer sur des enjeux féministes. Il est possible que le statut économique plus élevé des « féministes radicales » occidentales – qui ont plus à perdre (carrière professionnelle, respectabilité, statut, argent) – explique leur anonymat en ligne et leur silence dans la vie publique.

En Corée du Sud, la loi actuelle n'autorise une femme à se faire avorter qu'avec le consentement d'un parent masculin ou de son petit ami/mari/partenaire. Si une femme parvient à obtenir un avortement sans la permission d'un homme (en se faisant avorter à l'étranger ou en ayant un copain qui se fait passer pour le petit ami, par exemple), elle risque un procès et, soit une peine d'emprisonnement, soit une amende de près de 2000 dollars. Les féministes se sont battues avec acharnement pour faire changer cette loi et, en avril, la Cour constitutionnelle de Corée du Sud a jugé que la loi qui criminalisait l'avortement était inconstitutionnelle. La Cour a donné au Parlement jusqu'à la fin de 2020 pour mettre en place la nouvelle loi, une victoire évidente pour le mouvement des femmes.

En février, le Parti des femmes a été constitué, recrutant 8000 membres dès mars – un nombre qui s'élève maintenant à 10 000. Le parti cherche à représenter les intérêts de toutes les générations, il a donc cinq dirigeantes, chacune issue d'une cohorte différente: une adolescente, puis une femme dans la vingtaine, la trentaine, la quarantaine et la cinquantaine. Bien que le Parti des femmes ait obtenu plus de 200 000 voix, il n'a pu remporter aucun siège. Néanmoins, le



parti bénéficie d'un grand soutien, en particulier de la part des jeunes femmes qui, contrairement à ce qui se passe en Occident, sont les plus ferventes adeptes du féminisme radical. On estime que 60 000 filles auraient pu voter pour le Parti des femmes si elles n'avaient pas eu moins de 18 ans.

CHANGER LE VOCABULAIRE MODIFIE LA CULTURE

En réponse aux récentes avancées féministes, les masculinistes sud-coréens qui s'opposent au nouveau mouvement féministe ont changé de tactique et ont commencé à prétendre qu'ils voulaient simplement «l'égalité», plutôt que l'exclusion et la discrimination «violentes» qu'ils imputent au féminisme radical. Cette adoption d'une rhétorique libérale est remarquablement similaire à celle des militants transgenristes en Occident qui s'opposent à la priorité donnée aux femmes dans le féminisme. Les hommes en Corée du Sud sont relativement organisés et passent parfois à l'action. Jæ-gi, un homme qui a lancé un site masculiniste, a sauté d'un pont pour montrer la détresse que les hommes endurent à cause du féminisme. Il s'est accidentellement empalé par l'anus sur une pique sous l'eau et en est mort. Jæ-gi est depuis devenu un verbe qui désigne le suicide masculin et les féministes lancent aux masculinistes : «Va te faire Jae-gi», ce qui signifie en gros : «Va te faire foutre et crèves.»

Cela peut sembler brutal, mais c'est un exemple de «jeu de miroirs», une tactique où les femmes utilisent des inversions et des jeux de mots propres à la langue coréenne. La création de verbes comme «Jæ-gi» est une réponse directe aux agressions verbales et physiques que les femmes subissent en ligne et dans la vie réelle aux mains des hommes.

Avec plus d'un million de mots, le vocabulaire

coréen est plus de deux fois plus riche que le vocabulaire anglais. Les règles grammaticales du coréen permettent de créer facilement de nouveaux mots et révèlent comment le langage sert à rendre les femmes invisibles. Le mot coréen pour «parent» est (*bu-mo-nim*) – «*bu*» signifie père et «*mo*» signifie mère, le père étant placé en premier parce que l'homme est considéré comme plus important. Les féministes coréennes ont commencé à utiliser le terme *mo-bu-nim* à la place, en inversant l'ordre, pour que la «mère» figure en premier. Autre inversion : le mot coréen pour «poussette» est *yu-mo-cha* – «*yu*» signifie enfant et «*mo*» signifie mère, et «*cha*» signifie fauteuil roulant, ce qui implique que le soin des enfants est réservé aux mères. Les féministes ont changé le mot en *yue-ah-cha* – «*yu-ah*» veut dire petit enfant, donc le mot «mère» est retiré, et le mot dans son ensemble signifie maintenant «fauteuil roulant pour enfant». Des jeux de ce type sont possibles pour de nombreux mots, ce qui permet de subvertir les significations.

Le terme «6,9» (littéralement les chiffres 6,9) est un autre exemple de «jeu de miroirs» et de réponse des femmes à une culture qui les évalue en fonction des mensurations de leur corps. «6,9» fait allusion à la taille moyenne du pénis (en cm) d'un homme coréen. L'utilisation de ce terme sur les réseaux sociaux, dans les profils des militantes, ou en réponse à des querelles avec des hommes est une façon de faire honte aux hommes comme ceux-ci font honte aux femmes quand ils commentent la taille de leur poitrine ou d'autres parties de leur corps. C'est une façon de minimiser le pouvoir qu'ils croient avoir en raison de leur pénis.

Malheureusement, on observe aussi de nouveaux ajouts misogynes au vocabulaire, à cause de communautés masculines en ligne comme ILBE, où les

hommes partagent des photos de nus de membres féminins de leur famille pour gagner en popularité et obtenir des «likes». Les utilisateurs ont inventé des expressions comme «Les femmes devraient être frappées tous les trois jours comme du poisson séché pour les rendre plus délicieuses» et «Insère-lui une ampoule dans le vagin et casse-la», qui sont depuis entrées dans le langage commun.

Les expressions de ce genre sont considérées comme banales en Corée du Sud, ce qui a encouragé les jeunes féministes coréennes à développer un nouveau langage pour y faire face, redéfinissant des termes jusque-là sexistes.

Ainsi, les féministes radicales ont stratégiquement redéfini le terme «féminine» pour désigner des femmes fortes, puissantes et ambitieuses. Elles ont également détourné le terme «masculin» pour lui faire désigner les comportements jaloux, la maigreur, le tempérament juvénile et la coquetterie. La technique du miroir rappelle aux gens le nombre de termes sexistes qu'ils utilisent quotidiennement, sans même s'en rendre compte, mais génère aussi une forte perception négative des expressions sadiques utilisées envers les femmes et les retourne par l'humour. En redéfinissant la «féminité», les femmes coréennes s'efforcent de développer des qualités comme la force et l'excellence, en se concentrant sur leur développement personnel pour réaliser leurs propres ambitions. La technique du miroir est

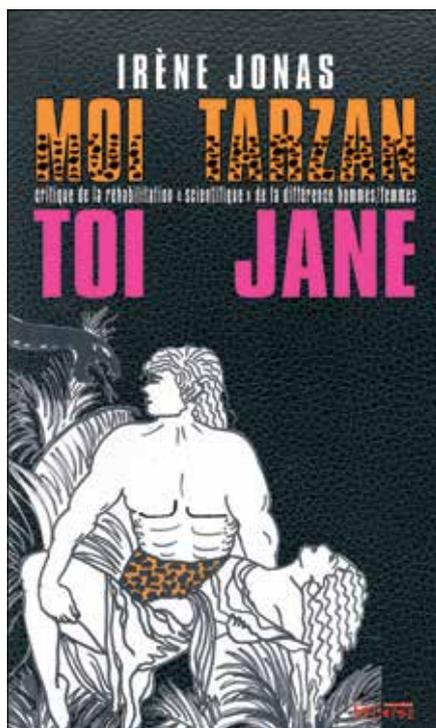
une façon pour les femmes d'utiliser le langage pour retirer aux hommes leur contrôle.

UN MODÈLE POUR L'OCCIDENT

Le mouvement féministe sud-coréen s'est développé dans un contexte particulièrement misogyne, par rapport à l'Occident, combiné à de meilleures occasions de s'organiser politiquement, créant une situation où l'action radicale devenait nécessaire et viable. Ces circonstances contradictoires exceptionnelles ont produit des conditions sociales dans lesquelles l'action radicale des femmes était à la fois possible et urgente.

Il n'y a pas de consensus total à l'intérieur du mouvement féministe sud-coréen, mais ce qui le distingue de l'Occident, c'est le fait que les différences soient discutées – pas seulement en ligne, mais aussi dans la vie – le débat direct n'est pas considéré comme une force destructrice à éviter à tout prix, mais est accepté comme un élément nécessaire de la vie politique. Ce mouvement réellement florissant favorise plus de partage et de coopération.

Les femmes occidentales pourraient apprendre beaucoup de nos sœurs coréennes : leur capacité à s'organiser collectivement, l'importance cruciale qu'elles accordent à la politique, à l'inventivité et à l'ingéniosité, et, ce qui est peut-être plus important encore, leur façon de porter leurs luttes politiques dans la rue.



DE PORTO ALEGRE À BOLSONARO LE CHEMIN DES RENONCEMENTS

OLIVIER WARIN¹

PRÉFACE À *L'ESPOIR VAINCU PAR LA PEUR*

Le 1^{er} janvier 2019, Jair Bolsonaro, capitaine de réserve de l'armée de terre, accédait à la présidence du Brésil après avoir remporté le deuxième tour des élections avec 55% des voix face à Fernando Haddad, candidat du Parti des travailleurs (PT). Ce député inconnu hors de Rio jusqu'en 2017 n'avait fait approuver que deux projets de loi au cours d'une carrière politique de vingt-sept ans consacrée à pourrir les débats parlementaires par des hommages aux tortionnaires de la dictature, la défense des escadrons de la mort ou en menaçant de viol une députée qui lui avait tenu tête. Son élection a donc été vécue comme une douche froide par la gauche brésilienne et laisse craindre le pire pour les couches populaires, racisées, les femmes, LGBTQI+ ainsi que pour les militants des mouvements sociaux.

Au moment où j'écris ces lignes, le bilan des premiers mois d'un gouvernement qui semble naviguer à vue confirme les craintes : d'abord Bolsonaro se retrouve impliqué dans une affaire de fraude massive aux financements publics de campagne. Son parti a multiplié les candidatures fantômes aux élections municipales et législatives afin de réorienter les fonds vers la campagne présidentielle. Ces méthodes ont semble-t-il été transmises à ses trois premiers fils

qui vivent également de la politique en exploitant les mêmes réseaux paramilitaires et corrompus. Le troisième, Flavio Bolsonaro, profitait de son mandat de député de l'assemblée de Rio pour détourner de l'argent public. À l'enrichissement personnel s'ajoute la participation au trafic de drogues, puisqu'un militaire qui accompagnait Bolsonaro au G20 de Tokyo a été arrêté par la police espagnole en possession de 39 kg de cocaïne. Si ces comportements ne sont pas nouveaux – la corruption comme mode de gouvernement étant avérée pendant les années 1990 – il est ironique de constater qu'elle touche de plein



1. Préfacier et traducteur de *L'Espoir vaincu par la peur: de Lula à Bolsonaro*, Paris, Syllepse, 2020.

fouet un candidat ayant basé sa campagne sur une dénonciation morale de la corruption, comme l'avait d'ailleurs fait le PT en son temps.

Pire encore, nous avons désormais des preuves que la violence qu'il distille à chacune de ses prises de parole ne se limite pas au registre discursif. Le 14 mars 2018, Marielle Franco, conseillère municipale chargée de suivre les opérations de maintien de l'ordre militaire dans la ville de Rio, ainsi qu'Anderson Gomes, son chauffeur, ont été exécuté-es en sortant d'une réunion politique. La police a depuis révélé les noms de leurs assassins. Il s'agit de deux anciens policiers membres d'une organisation criminelle paramilitaire qui impose sa loi sanglante et son racket dans de nombreux quartiers de la ville. L'un d'entre eux vit dans la même copropriété de luxe que la famille Bolsonaro. Un faisceau d'indices mène donc à penser que Bolsonaro lui-même serait impliqué dans le meurtre de cette militante de la cause des *favelas*, des populations noires et LGBTQI+. Au moment des faits, il avait été l'un des seuls politiciens à ne pas se prononcer sur ce crime barbare. Bolsonaro a par ailleurs soutenu publiquement et à plusieurs reprises l'action de ces groupes paramilitaires pourtant responsables de nombreuses exécutions et de disparitions. Le cas Marielle Franco a eu une répercussion importante du fait de son statut, mais il ne s'agit aucunement d'un événement isolé. En 2017 et 2018, quarante élus ont été assassinés dans l'ensemble du pays ainsi qu'au moins vingt-quatre syndicalistes, leaders communautaires (amérindiens, *quilombolas*²) ou paysans sans-terre.

Cette violence politique s'exerce dans un climat plus général de répression à l'encontre des populations

2. Ce sont des communautés fondées au début de la colonisation par des esclaves marrons. Aujourd'hui, la reconnaissance par l'État de leur droit à gérer ces territoires fait l'objet de luttes politiques.

noires habitantes des *favelas* qui représentent quasiment les trois quarts des victimes d'homicides. Cette tendance lourde, que le PT n'aura pas enrayerée lors de son passage au gouvernement, semble même s'accélérer avec la banalisation de l'emploi de l'armée pour des missions de maintien de l'ordre. Pour la seule ville de Rio, l'Observatoire de l'intervention militaire³ comptabilise cinq assassinats par jour depuis le début de l'année 2019. Face à la banalisation des agressions qui frappe le pays, Bolsonaro assume de combattre la violence par la violence : il dénonce les droits humains qu'il considère comme un instrument de défense des criminels et se fixe comme priorité d'armer les « bons citoyens » qui seraient alors en mesure de se faire justice eux-mêmes.

La liste des choix politiques désastreux pourrait être l'objet même de cette préface tant il est difficile de penser à un domaine de l'action de l'État qui n'aggrave pas dramatiquement les conditions de vie de la population. En Amazonie, Bolsonaro avait déjà l'habitude d'insulter les populations amérindiennes qu'il qualifie de fainéantes et d'être un obstacle à l'exploitation des ressources de la région. Il cherche désormais ouvertement à saper les bases de leur mode de vie en encourageant les incendies de forêt et l'accaparement illégal de leurs terres par des éleveurs ou des planteurs. Le désastre écologique que cela implique a été ressenti jusqu'à São Paulo puisque la ville a été recouverte pendant quelques jours d'une épaisse fumée noire. Face à cette situation, le gouvernement ne semble pas décidé à adopter une réaction à la hauteur des enjeux et rejette la faute sur les ONG internationales qui auraient provoqué les

3. Organisme faisant partie de l'université Candido Mendes. Il se donne pour but de rendre public et d'analyser les violations des droits humains qui découlent du déploiement de l'armée dans le cadre du maintien de l'ordre dans l'État de Rio de Janeiro.

incendies. Le même genre de logique est désormais à l'œuvre alors que le Brésil connaît actuellement la plus importante marée noire de son histoire. Bien que l'origine de la fuite de pétrole n'ait pas encore été tirée au clair, le nombre de plages touchées ne cesse d'augmenter et atteint aujourd'hui un tiers du littoral brésilien. Face à ceux qui questionnent la faiblesse de la réponse gouvernementale face à l'ampleur de la catastrophe, Bolsonaro tente de faire diversion en dénonçant une improbable alliance du Venezuela et de Greenpeace afin de nuire au Brésil.

Pour terminer, le nouveau gouvernement souhaite réduire le rôle social et stratégique joué par l'État brésilien. Il s'agit non seulement de privatiser de nombreuses entreprises publiques, mais aussi de mettre au pas l'enseignement supérieur en lui imposant de drastiques réductions budgétaires ainsi qu'un contrôle idéologique sur les recherches produites. Le système de retraite n'échappe pas à cette marche forcée vers le néolibéralisme puisque le projet de réforme prévoit la mise en place d'un système par capitalisation qui mettrait les cotisations entre les mains des fonds de pensions.

Pourtant, malgré l'immense désarroi qui envahira toute personne dotée d'un semblant d'empathie vis-à-vis de ses semblables et d'attachement à la raison, force est de constater que le phénomène Bolsonaro ne tombe pas du ciel. Son élection s'inscrit dans une dynamique internationale lourde d'approfondissement du néolibéralisme, du conservatisme et de l'autoritarisme. Au Brésil un certain nombre d'évolutions sociales ont favorisé l'ascension de l'extrême droite. La «révolution religieuse» en cours en fait partie. La plus grande nation catholique du monde voit croître les Églises néopentecôtistes de manière très rapide depuis les années 1980. Ce changement est loin d'être anecdotique puisque leurs fidèles représentaient en

2010 un cinquième de la population et que cette dynamique ne semble pas s'essouffler. Bien que composée d'une myriade d'Églises relativement diverses et dépourvues de hiérarchie centralisée, celles-ci partagent un certain nombre d'éléments communs. Parmi ceux-ci, on peut noter la combinaison d'une grande liberté laissée aux formes prises par le culte, une valorisation exacerbée de l'accumulation matérielle considérée comme un signe d'élection donné par Dieu et un conservatisme rigoureux en matière de mœurs qui mènent certaines d'entre-elles à stigmatiser et à persécuter les personnes LGBTQI+ et les adeptes des religions afro-brésiliennes. Les principales Églises néopentecôtistes ont constitué des empires financiers et médiatiques qui étendent encore leur influence. Celle-ci ne s'exerce d'ailleurs pas uniquement parmi leurs fidèles : certaines Églises tentent ainsi d'investir les institutions représentatives en envoyant leurs membres concourir à des postes électifs. Parmi ces pasteurs politiciens on trouve notamment le gouverneur de l'État de Rio, le maire de Rio de Janeiro, ainsi que 91 députés fédéraux affiliés au groupe évangélique de l'Assemblée. Malgré leurs divergences, ils font front commun pour bloquer la légalisation de l'avortement, le développement de l'éducation sexuelle ou liée aux questions de genre. Le PT avait bien compris le pouvoir de ces institutions religieuses puisqu'il fut l'allié d'une des plus conservatrices d'entre elles : l'Église universelle du royaume de dieu, qui appela à voter pour lui de 2002 à 2016. En 2018, le même mécanisme fonctionna, cette fois en faveur de Bolsonaro qui a capitalisé le soutien que lui ont apporté de nombreux pasteurs très influents dans le pays.

Par ailleurs, l'extrême droite a su utiliser à son profit la faiblesse du travail de mémoire sur la période de la dictature militaire qui sévit de 1964 à 1985. En

effet, comme dans d'autres pays, la «redémocratisation» a été pilotée par les militaires eux-mêmes. Ils ont alors empêché que les exactions de la période soient publiquement dénoncées, notamment par la mise en place de la loi d'amnistie renvoyant dos à dos les 400 assassinats politiques, les innombrables actes de torture perpétrés par l'État et les actions des différents groupes de résistance armée à la dictature. Encore aujourd'hui, de nombreuses infrastructures publiques portent le nom de dictateurs et le mythe d'une dictature «douce», dans le cadre d'une société moins corrompue et violente, trouve encore de nombreux relais.

Au-delà de ces éléments, l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro est aussi le fruit de l'échec d'une stratégie politique : celle qu'a choisi le Parti des travailleurs au pouvoir de 2003 à 2016. C'est de cette stratégie dont Fabio Barbosa dos Santos dresse un bilan sévère mais indispensable à un moment où le camp de l'émancipation subit un sérieux revers.

L'élection de Lula en 2002 a été un symbole fort : ancien ouvrier métallurgiste, il avait animé les énormes grèves de la banlieue industrielle de São Paulo en 1979 et 1980. Au début des années 1980, il avait aussi été une des figures de proue de la lutte pour le retour de la démocratie, alors que le pays subissait une dictature militaire depuis 1964.

À l'origine, le PT avait pour cheval de bataille la réduction des inégalités et la lutte contre la dépendance économique du Brésil vis-à-vis des pays du capitalisme central. L'arrêt du remboursement de la dette contractée vis-à-vis des organismes multilatéraux constituait alors une de ses revendications centrales. Pour mener à bien ce combat il avait, tout au long des années 1980 et 1990, revendiqué une pratique politique, sinon autogestionnaire du moins attachée à la participation directe des masses. Il s'agissait

alors de construire le pouvoir populaire qui mènerait à un gouvernement des travailleurs. Cela passait par un mode d'élaboration des politiques publiques basé sur des conseils populaires, dont le budget participatif mis en place à la mairie de Porto Alegre constitue l'exemple le plus connu et le plus abouti⁴. Cette pratique a d'ailleurs été reprise par de nombreuses grandes villes à travers le monde, se réduisant en chemin à un gadget ne permettant jamais aux habitant·es de peser directement sur les orientations de fonds de la politique municipale. La construction du pouvoir populaire s'incarnait aussi dans la dynamique du Forum social mondial (FSM) dont la première édition s'est également tenue à Porto Alegre en 2001. Il s'agissait de créer une plateforme d'échanges et de coordination entre mouvements sociaux de différents pays afin d'opposer une résistance au néolibéralisme et à l'impérialisme.

Or, ce que masquait la victoire de Lula en 2002, c'est que le PT n'était déjà plus le parti anti-*establishment* qu'il avait commencé par être. Son ambition de renouvellement des pratiques politiques avait déjà été largement diluée au nom du pragmatisme et de la gouvernabilité. Lula lui-même porte une part de responsabilité importante : il utilisa sa position de leader du parti pour mettre en avant son courant (*l'articulação*) qui défendait la transformation du PT en un parti électoraliste au détriment de la gauche du parti attachée à la mobilisation populaire et au renforcement des luttes. Finalement, les victoires aux élections locales, tout comme les trois défaites aux élections présidentielles (1989, 1994 et 1998) eurent le même effet de normalisation sur le PT, qui adopta de plus en plus ouvertement les règles du jeu

4. Pour aller plus loin on peut consulter l'article «Budget participatif», *Encyclopédie de l'autogestion*, tome 1, Paris, Syllepse, 2019.

politique que ses fondateurs pensaient combattre. Et cette tendance n'aura fait que s'approfondir au cours des treize années passées à la tête de l'État brésilien.

Les contradictions et les impasses de la stratégie de conciliation de classe et de gestion bienveillante du néolibéralisme proposée par le PT ne se révélèrent pas immédiatement. La croissance stable et soutenue de la «décennie dorée» permit à Lula de mettre en place des politiques de lutte contre la malnutrition, la misère et l'analphabétisme. Celles-ci lui attachèrent une partie des classes populaires et de l'opinion de gauche tout en lui octroyant les faveurs des organismes multilatéraux ainsi que de la presse internationale. C'est à ce moment-là que s'est construit le mythe de l'âge d'or luliste vers lequel le Brésil devrait aujourd'hui revenir et auquel une partie de la gauche française et brésilienne adhèrent encore. Paradoxalement, certains commentateurs sont moins critiques aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a dix ans. L'incarcération inique de Lula tend à focaliser les discours sur sa libération et non sur son bilan.

Comme ce fut le cas dans le reste de l'Amérique latine, le Brésil renoua dans les années 1990 avec la démocratie formelle, qui s'accompagna cependant du développement du néolibéralisme. C'est l'articulation de ces deux projets politiques qu'il faut analyser pour comprendre les continuités des gouvernements du PT avec ceux qui les ont précédés. La démocratie libérale et l'orthodoxie macroéconomique ont été les piliers communs aux différents gouvernements des années 1990 et 2000. En ce sens, on peut considérer que l'avènement de Bolsonaro incarne l'effondrement du premier de ces piliers. Elle est la conséquence de la mise à jour de la stratégie de la bourgeoisie brésilienne qui passe de la conciliation à la guerre de classe. L'idéal démocratique-libéral d'intégration des classes populaires et des minorités

est abandonné, alors que la matrice néolibérale des politiques économiques sort renforcée de cette alternance politique.

Pourtant, pointer ces continuités et notamment la permanence du néolibéralisme dans ses variantes plus ou moins brutales depuis la «redémocratisation» ne doit pas nous mener à penser qu'il n'y a pas eu de différences entre les gouvernements progressistes et les gouvernements de droite.

Il est possible d'affirmer que les politiques sociales mises en place par la gauche ont eu un effet sur les conditions de vie des plus pauvres. Dans un contexte aussi inégalitaire que celui du Brésil, de modestes augmentations de revenus peuvent entraîner d'importants changements quant aux modes de vie des catégories populaires. En particulier l'éradication de la faim et la généralisation de l'accès à certains biens d'équipement comme le frigidaire sont des données importantes.

L'accent mis par le PT sur le développement des politiques publiques dans le nord et le nord-est du pays est également à mettre à son actif. Comment ne pas lier la plus grande résilience du vote en sa faveur dans ces régions historiquement très pauvres avec le développement de politiques d'électrification, de scolarisation et de transferts de revenus?

Enfin, le PT aura mis en place des politiques de compensation historique à destination des Noires et Amérindiennes, principalement par le biais de quotas sociaux-raciaux à l'université et dans la fonction publique. Ces politiques de représentation n'ont pas été suffisantes pour transformer les rapports de domination structurels. Elles permettent cependant d'élargir significativement le recrutement de ces prestigieuses institutions jusqu'alors quasiment réservées aux Blancs et de donner des débouchés

professionnels à ces nouveaux diplômés de l'enseignement supérieur.

En bref, si le PT n'a pas mis en cause le néolibéralisme pas plus qu'il n'a renforcé le pouvoir populaire, on peut cependant reconnaître qu'il a su, un temps, dégager des marges de manœuvre afin de procéder à une certaine redistribution des fruits de la croissance.

Le problème c'est que sans mise en cause du capitalisme, les marges de manœuvre étroites demeurent très dépendantes des stratégies de la bourgeoisie. Elles s'avèrent rapidement réversibles, comme c'est clairement le cas depuis 2013.

Il ne s'agit pas de poser la question en termes moraux – c'est-à-dire de savoir si Lula a ou non trahi le peuple – mais de faire le bilan d'une stratégie et d'une pratique politique, de déconstruire le discours de la conciliation de classe en montrant ses contradictions et surtout ses impasses. Le livre de Fabio Barbosa dos Santos permet justement de mener cette réflexion, en articulant la dimension globale et spécifique de ce processus, que ce soit dans le temps (vague conservatrice, néolibéralisme, recul de la gauche) et dans l'espace, en traitant des spécificités de l'État autocratique bourgeois dans le cadre du capitalisme périphérique.

Or le Brésil, comme presque tout le reste de l'Amérique latine, voire du monde, est repassé à droite. Il faut dès lors se demander quels sont les mécanismes qui vont permettre aux populations opprimées et

exploitées de conserver les quelques avancées dont elles ont pu bénéficier durant les années 2000. C'est de cette manière que l'on peut évaluer les tactiques politiques, à l'aune de leur efficacité stratégique: nos pratiques politiques servent-elles les buts que nous nous sommes assignés? Dans ce cas précis, la participation politique institutionnelle a-t-elle permis de

renforcer l'autonomie des dominées dans leur capacité d'organisation et de transformation sociale?

Le PT s'est engagé dans des pratiques de gestion de l'État et du néolibéralisme qui ont mené à une démobilisation progressive du camp populaire. L'hyperpersonnalisation du gouvernement et l'autonomisation de Lula vis-à-vis de la base de son parti; l'affaiblissement de la politisation et de la combativité des mouvements sociaux; le développement de la consommation sans acquisition de droits collectifs; le soutien apporté aux secteurs parmi les plus conservateurs de la société brésilienne que sont notamment l'agrobusiness et les Églises néopentecôtistes sont autant de choix qui ont fragilisé les capacités d'organisation et de défense à long terme de la population quand les

dominants repassent à l'offensive.

Afin de mettre en perspective le contexte brésilien et de présenter la situation pour le lectorat francophone, il n'est sans doute pas inutile de rappeler que le Brésil est peuplé par 220 millions d'habitant·es, dont 52% d'afrodescendant·es, noir·es ou métisses, encore largement relégué·es dans les couches dominées



d'une société profondément inégalitaires. N'oublions pas que le pays a été le destinataire de près de la moitié des personnes déportées dans le cadre de la traite négrière et que la fondation esclavagiste du pays a laissé des marques profondes dans la structure sociale.

Cette fédération est composée de vingt-six États disposant chacun d'importants pouvoirs discrétionnaires et soucieux de conserver une relative autonomie. Le président de la République, aussi puissant soit-il, doit composer avec cet échelon de pouvoir qui est loin d'être accessoire dans la production et la mise en application des politiques publiques. Par ailleurs, le jeu politique institutionnel se caractérise par le grand nombre de partis représentés. Un certain nombre d'entre eux sont appelés «physiologiques» : sans idéologie ni projet politique particulier, ils monnaient leur soutien à des gouvernements divers en échange d'accès à des budgets publics ou de places dans l'appareil d'État. Ils se retrouvent donc parfois en position de faiseur de roi au sein d'une Assemblée très fractionnée. Le système est rendu plus complexe encore par la faible fidélité partisane des élus. Jair Bolsonaro est d'ailleurs un représentant typique de ce fonctionnement puisqu'il est passé par neuf partis au cours de sa carrière.

Ce présidentialisme de coalition, qui oblige le gouvernement fédéral à passer des alliances larges et souvent contre nature, constitue un élément essentiel pour comprendre la chute du PT : ne disposant pas de la majorité absolue à l'Assemblée fédérale, il opta d'abord pour une stratégie de corruption active, versant des pots-de-vin aux députés «physiologiques» afin de maintenir sa coalition. Ceci déboucha en 2005 sur le scandale du *Mensalão*⁵ qui décapita le

parti, acculant à la démission plusieurs de ses dirigeants historiques, et amena Dilma Rousseff sur le devant de la scène. Économiste, cette ministre peu connue du grand public succédera à Lula comme présidente du Brésil en 2010.

Ce triomphe présidentiel masquait le fait que la base du gouvernement à l'assemblée s'ouvrait toujours plus largement aux alliances avec le centre et la droite. Parmi ceux-ci, l'influence du Parti du mouvement démocratique brésilien – parti de centre-droit héritier de l'opposition autorisée à la dictature – ira croissante pendant la présidence de Dilma Rousseff, ce qui contribuera à imprimer une direction toujours plus conservatrice aux politiques menées. Le coup d'État qui la destituera en 2016 profita d'ailleurs à son colistier, membre de ce parti. Après avoir assuré l'intérim présidentiel jusqu'aux élections de 2018, Michel Temer a été rattrapé par les scandales qui émaillent sa longue carrière dans le marigot de la corruption politique. Il se consacre désormais à sa défense juridique.

Pendant les années Lula (2003–2009), l'entrée massive de capitaux étrangers et la hausse du cours des matières premières sur les marchés internationaux ont dégagé des marges de manœuvre que le gouvernement a utilisé pour mettre en place des politiques sociales sans s'attaquer aux privilèges des classes dominantes. Si la grande pauvreté a reculé nettement, Lula aimait répéter que les banquiers n'ont jamais gagné autant d'argent que pendant sa présidence.

L'erreur fondamentale du PT est d'avoir cru que cette situation allait perdurer éternellement. Or la conciliation de classe n'est possible que dans des circonstances économiques très spécifiques. Lorsque la situation se retourne à partir de 2012, il faut décider qui paiera l'addition : l'ajustement est alors réalisé sur le dos des catégories populaires. La question devient

5. Le PT avait alors choisi de détourner des fonds publics afin d'acheter le vote de députés en faveur de leurs politiques.

plus brûlante encore à partir de 2015, puisque le PIB par tête chute de 4,5%, puis de 4,4% l'année suivante, inversant la tendance au recul de la pauvreté. La lutte des classes étant une constante historique, les stratégies gagnant-gagnant ne peuvent être que temporaires. La capacité à porter une politique en faveur des classes exploitées dépend donc fortement de l'état du rapport de force social, que le PT aura négligé au profit de la seule politique institutionnelle.

Cette dégradation de la situation économique amena le gouvernement de Dilma Rousseff à réaliser de premières coupes dans les programmes sociaux. Dans ce contexte, l'augmentation des prix des transports publics provoqua les grandes mobilisations en faveur de la gratuité des transports en commun de 2013. À l'ampleur de ces manifestations, dont les revendications sont allées en se diversifiant fortement, dénonçant notamment les dépenses liées à l'organisation de la coupe du monde de football, le pouvoir répondit par la répression, ce qui marqua un tournant dans sa relation avec sa base populaire. Bien que la force brute n'ait pas été exercée principalement par les forces fédérales, le gouvernement s'en est clairement montré complice, allant ainsi à l'encontre de la posture de dialogue privilégiée jusqu'alors par le parti.

Au retournement de la conjoncture économique et aux manifestations de masse s'ajoutent les révélations de l'enquête anticorruption *Lava Jato* (lavage express). Commencée en 2014, elle montre qu'au moins depuis le début des années 1990, la compagnie pétrolière publique Petrobras s'arrangeait avec les principales entreprises de construction brésiliennes qui lui surfacturaient leurs prestations en échange de pots-de-vin destinés au financement des campagnes politiques ou à l'enrichissement personnel des bénéficiaires. Inspirée par son *alter ego* italienne *Mani*

*Pulite*⁶, l'instruction évolue à la limite de la légalité en diffusant des extraits de dossiers sensibles aux médias, notamment des enregistrements illégaux de conversations de la présidente et de Lula. Les conglomérats médiatiques firent alors leurs choux gras de ces soi-disant révélations, en amalgamant à dessein la corruption et le PT, ce qui joua sans doute un rôle dans le rejet viscéral dont le parti a fait l'objet lors des élections de 2018.

L'opération *Lava Jato* a certes mené à la condamnation de politiciens et d'entrepreneurs corrompus de tout bord, mais elle fut volontairement utilisée contre le PT à plusieurs reprises, sans base légale solide pour le faire. Un moment emblématique de cette utilisation partisane de la justice fut l'emprisonnement de Lula en 2018. Accusé d'avoir reçu un appartement comme pot-de-vin de la part de l'entreprise OAS, il fut condamné sur la base de témoignages déposés en échange de remise de peine par des collaborateurs de ce géant du BTP déjà condamnés pour faits de corruption. À ce moment-là, il était clair que la justice faisait tout pour empêcher Lula, qui caracolait en tête des sondages, de se présenter à nouveau à l'élection présidentielle. Sergio Moro, le juge qui dirigeait l'opération, est ensuite devenu ministre de la justice du gouvernement Bolsonaro, après lui avoir permis de se faire élire en mettant hors-jeu son principal concurrent. Le travail d'investigation des journalistes de *The Intercept Brasil* a permis de montrer – grâce à l'analyse des conversations téléphoniques de divers magistrats – que Moro et le procureur Deltan Dallagnol avaient volontairement orienté l'opération anticorruption afin d'écarter le PT du pouvoir.

6. « Mains propres » en français, elle mène à la fin de la 1^{re} République italienne et à l'avènement de Silvio Berlusconi.

C'est la rencontre de ces différents éléments qui rend caduque la stratégie de compromis avec l'aile droite de la coalition. Le PT n'ayant pas d'alternative à proposer, il fut renversé. Dilma Rousseff est donc destituée en 2016, à la suite d'une procédure marquée par son sexisme, durant laquelle peu de députés firent l'effort de chercher des arguments juridiques pour motiver leur décision. La plupart d'entre eux affirmèrent voter pour Dieu, leur famille ou leur club sportif. L'*impeachment*⁷ portait officiellement sur une question de sous-évaluation du déficit ayant été pratiquée par tous les gouvernements antérieurs. Il est ironique de constater que Dilma Rousseff aura payé pour la multiplication des scandales de corruption au plus haut niveau, alors même qu'elle tenait une ligne de conduite plus ferme face à celle-ci que ses prédécesseurs. En effet, elle n'avait pas hésité à relever de leurs fonctions de hauts fonctionnaires proches du PT cités dans des affaires de corruption. Par ailleurs, son nom n'est apparu à ce jour dans aucune procédure judiciaire. Ce qui est loin d'être le cas de beaucoup de députés qui votèrent pour la renverser et dont certains ont depuis été condamnés.

Après l'*impeachment*, la guerre de classe, en germe durant le second gouvernement Rousseff, est clairement assumée. D'abord par Michel Temer, qui assure l'intérim, puis par Bolsonaro. Il s'agissait désormais non plus d'inclure par la consommation mais de maintenir les privilèges par le recours à la répression. Cela signe la fin du projet social porté par la Constitution de la Nouvelle République⁸ fondée en 1988. C'est également la fin d'un projet de Brésil en tant que

puissance, dont Fabio Barbosa dos Santos montre les aspects s'apparentant à une forme d'impérialisme régional. Bolsonaro semble avoir clairement choisi de se mettre à la remorque des États-Unis, que ce soit à propos du très controversé déménagement de l'ambassade brésilienne en Israël à Jérusalem ou de la visite rendue à Donald Trump dès le début de son mandat.

Si le jugement porté par Fabio Barbosa dos Santos peut paraître sévère, il a le mérite de secouer la gauche, alors même que face à la crise, le PT ne semble pas parvenir à se réinventer et à transformer les pratiques qui l'ont pourtant conduit dans l'impasse. Son groupe parlementaire a, par exemple, soutenu la candidature de Rodrigo Maia, représentant de l'extrême droite, à la présidence de l'Assemblée, dans l'espoir de maintenir sa position dans le jeu politique institutionnel. Si l'éradication de la faim est une prémisses nécessaire à tout projet de transformation sociale, il est impossible de pérenniser cette dynamique sans que le pouvoir populaire ne prenne forme. C'est dans cette optique qu'était né le PT. C'est aussi ce qui donnait du sens aux gestions municipales des années 1990 et aux différentes éditions du FSM. C'est l'abandon de ce projet qui l'aura fait plonger, avec les conséquences que la population brésilienne subit aujourd'hui. Dans cette perspective, les leçons à tirer de cette expérience historique résonnent bien au-delà du cas brésilien.

8 novembre 2019

7. C'est le nom donné au Brésil au processus de destitution du chef de l'exécutif par l'assemblée et le sénat.

8. La Nouvelle République désigne la période qui s'ouvre avec la redémocratisation. En 1985, les militaires rendent le pouvoir aux civils, ce qui débouche sur l'adoption d'une nouvelle constitution en 1988.

WWW.SYLLEPSE.NET

Les années de crise (1930-1940)
Midi rouge, ombres et lumières. 1

UNE HISTOIRE POLITIQUE ET SOCIALE DE MARSEILLE
ET DES BOUCHES-DU-RHÔNE DE 1930 À 1940

THOMAS SANKARA
LA LIBERTÉ CONTRE LE DESTIN

1415 1763 **LE PREMIER ÂGE DU CAPITALISME**

Table 1
L'EXPANSION EUROPÉENNE

Conte du Parti communiste et des instituteurs

FIN DE PARTIE ?
AMÉRIQUE LATINE : LES EXPÉRIENCES PROGRESSISTES DANS L'IMPASSE (1998-2019)

UNE REVOLUTION OUBLIÉE
Jean-Claude Richer

NOVEMBRE 1918 LA REVOLUTION DES CONSEILS OUVRIERS

DOSSIER :
Le choc Covid alertes pour l'avenir...

Quelle médecine sortira-t-elle de ce choc avec André Grimaldi
L'impact d'un psychosociologue Gabriel Pignatelli
Pourquoi l'écologie est-elle la seule solution ?

CONTRAT TEMPS

GUIDE DU BORDEAUX COLONIAL ET DE LA METROPOLE BORDELAISE

ADOLFO GILLY
LA REVOLUTION MEXICAINE 1910-1920

Razzia sur le travail
Critique de l'invalorisation du travail au 21^e siècle

Patrick Rozenblatt

TOUT LE MONDE SAIT QUI A TUE STEVE

Nicolas Mollat

RÉVOLUTIONS à CUBA de 1966 à nos jours
Thierry Pons
avec Baptiste Thaux

SUR LA QUESTION NOIRE
C. L. R. JAMES
PRÉFACE DE HASOULA DOURMADOU

SUR LA QUESTION NOIRE AUX ETATS-UNIS 1967-1967

LES ACTIONNAIRES
POURQUOI ET COMMENT S'EN PASSER ?

COVID-19 UN VIRUS TRÈS POLITIQUE

Sur la plage, les pavés

L'ESPOIR VAINCU PAR LA PEUR
DE LULA À BOLSONARO
FABRIZIO BARROSA DOS SANTOS

Kevin B. Anderson
Marx aux antipodes
National, éthique et sociale aux antipodes

TOUTES À Y GAGNER
VINGT ANS DE FÉMINISME INTERSYNDICAL